

NOTE D'INFORMATION RELATIVE À L'OFFRE DE NOTES PARTICIPATIVES (ODYN 1A)
OFFERT PAR SPREDS FINANCE SA

Le présent document a été établi par Spreds Finance SA

LE PRÉSENT DOCUMENT N'EST PAS UN PROSPECTUS ET N'A PAS ÉTÉ VÉRIFIÉ OU APPROUVÉ PAR L'AUTORITE DES SERVICES ET MARCHES FINANCIERS

18 août 2020

AVERTISSEMENT : L'INVESTISSEUR COURT LE RISQUE DE PERDRE TOUT OU PARTIE DE SON INVESTISSEMENT ET/OU DE NE PAS OBTENIR LE RENDEMENT ATTENDU.

LES INSTRUMENTS DE PLACEMENT NE SONT PAS COTES : L'INVESTISSEUR RISQUE D'EPROUVER DE GRANDES DIFFICULTES A VENDRE SA POSITION A UN TIERS AU CAS OU IL LE SOUHAITERAIT.

Partie I - Principaux risques propres à l'Émetteur et aux instruments de placements offerts, spécifique à l'offre concernée

Lorsqu'un investisseur investit dans le projet proposé, il souscrit à un titre de dette émis par la société Spreds Finance. Ce titre financier est appelé une Note Participative (Equity-Linked-Notes). Ce titre est le miroir économique d'une prise de participation dans la société sous-jacente et donne droit à la même plus-value. Il ne donne toutefois pas droit aux votes comme un actionnaire classique puisque seul Spreds Finance SA devient actionnaire.

Les Notes participatives n'offrent aucune garantie de performance future ou de remboursement de capital. Les investisseurs doivent par conséquent comprendre et être pleinement conscients du fait que l'investissement proposé dans les Notes participatives comporte des risques de perte partielle ou totale du capital investi.

Avant d'investir dans les Notes participatives émises par Spreds Finance, l'investisseur est invité à examiner attentivement les facteurs de risque décrits ci-après qui, individuellement ou dans leur ensemble, peuvent avoir une influence significative sur Spreds Finance et affecter ses capacités à remplir ses obligations envers l'investisseur résultant de l'émission des Notes participatives.

La liste des risques présentés n'est pas et ne se veut pas exhaustive. Elle est basée sur les informations connues à la date de rédaction de la note d'information. Il faut donc comprendre que d'autres risques, inconnus, improbables ou dont la survenance n'est pas considérée comme susceptible d'avoir un effet défavorable sur Spreds Finance, ses activités ou sa situation financière, peuvent également exister.

Les risques liés à ODYN et à l'Actif Sous-Jacent

Il convient de noter que, comme expliqué dans cette note d'information, les Notes participatives sont un miroir économique d'une participation directe dans ODYN. Le rendement des Notes participatives est directement lié aux revenus éventuels que l'Émetteur pourrait obtenir de la participation qu'il acquerra éventuellement, si les conditions suspensives sont réunies, dans ODYN. Tous les risques décrits ci-dessous au niveau de ODYN sont donc supportés indirectement par les investisseurs.

Appréciation globale

Les principaux risques sont ceux qui sont décrits ci-après. Ces risques sont strictement indicatifs et n'entraînent aucune responsabilité de la part de Spreds Finance. Ceci ne constitue en aucun cas un conseil. Tout investisseur qui envisage de souscrire aux Notes participatives doit effectuer sa propre analyse de la solvabilité, de l'activité, de la situation financière et des perspectives de Spreds Finance et de ODYN.

Description de l'actif sous-jacent.

L'actif sous-jacent est constitué d'actions de la société ODYN. La société sous-jacente souhaite étendre sa plateforme et accélérer sa commercialisation avec les fonds collectés.

Les risques liés aux valeurs inférieures aux actions de ODYN.

Description : Si ODYN ne réalise pas les prévisions de son business plan, il y a effectivement un risque de réalisation de moins-values sur les montants investis et/ou de perte de valeur.

Conséquence pour l'investisseur : Ceci pourrait conduire à un rendement inférieur, voire inexistant ou négatif, pour les investisseurs.

Observation : Au travers des Notes participatives, les investisseurs supportent le même risque économique à l'égard de ODYN que s'ils investissaient directement comme actionnaires de ODYN.

Les risques liés à l'insolvabilité et à la faillite de ODYN.

Description : Le risque d'insolvabilité signifie que ODYN ne dispose pas de suffisamment de moyens pour faire face à ses échéances (cessation de paiement). Si elle ne trouve pas d'alternative de financement (ébranlement de crédit), la société peut courir à la faillite.

Conséquence pour l'investisseur : La faillite ou l'insolvabilité de ODYN conduirait à des retards de paiements, voire à la perte partielle ou totale de l'investissement.

Observation : ODYN est une jeune entreprise fondée en septembre 2017. Les comptes annuels pour 2018 et 2019 sont joints à cette note d'information.

Les risques liés au modèle du co-investissement proposé par l'Émetteur

Description : L'émission de Notes ODYN 1A est soumise à des différentes conditions suspensives énumérées ci-après (voir Partie III. A. 2°). Une des conditions est la présence d'un co-investisseur. Le co-investisseur est une personne ou un groupe d'individus (business angel ou spécialistes en venture capital) qui investissent un montant conséquent dans une entreprise. Le principe du co-investissement est expliqué plus en détail ci-après (voir Partie III. B. 3°).

Conséquence pour l'investisseur : Tant que ODYN n'a pas finalisé le financement total de l'opération, l'émission des Notes participatives ODYN 1A est incertaine (voir Partie III. B. 3°).

Observation : ODYN souhaite récolter un minimum de 175 000 € au total. Sur ce montant, 125 000 € ont déjà été promis par d'autres investisseurs. Si cette offre est retenue, le cycle de financement peut donc être conclu avec succès.

Le risque lié au fait que l'Émetteur suit l'analyse faite par le co-investisseur

Description : L'Émetteur, et donc les investisseurs, suit la valorisation de ODYN à laquelle le co-investisseur investit sans intervenir dans la négociation de cette valorisation.

Conséquence pour l'investisseur : Il existe un risque que le co-investisseur ne tient pas compte de tous les éléments présents dans son analyse. Le cas échéant, il y a un risque qu'il évalue ODYN à une valorisation trop élevée.

Observation : Étant donné la nature subjective de l'évaluation d'une entreprise à ce stade de son développement, il est très difficile de prévoir si l'analyse faite par le co-investisseur est ou sera erronée. Si tel serait le cas, le risque pour les investisseurs est que les actions de ODYN acquises au moyen du produit de l'offre des Notes participatives soient payées trop cher par Spreds Finance, ce qui peut impacter le rendement des Notes participatives.

Le risque lié à l'existence des conditions suspensives préalables à la souscription de Spreds Finance dans le financement de ODYN

Description : Les Notes ne seront émises que si les conditions suspensives cumulatives préalables à la souscription de Spreds Finance dans le financement de ODYN (énumérées à la Partie III A. 2°) sont remplies dans les 6 mois suivant la Date de Clôture (définie dans la Partie III A. 1°).

Conséquence pour l'investisseur : Si ce risque se matérialise, les investisseurs ne pourront pas investir dans le projet proposé et ils seront remboursés sans intérêts. Les sommes qui ont été versées par les investisseurs seront conservées par l'Émetteur pendant une durée maximale de 6 mois après la Date de Clôture, c'est-à-dire la date à laquelle cette offre de Notes participatives se clôturera définitivement.

Observation : A présent, ces conditions suspensives ne sont pas encore réunies.

Le risque lié à l'équipe

Description : Étant donné le stade de développement de ODYN, il est essentiel de disposer de la bonne équipe pour le développement futur de l'entreprise. Si l'entreprise repose entièrement sur une personne indispensable, il y a un risque que cette personne se retire de l'entreprise.

Conséquences pour l'investisseur : S'il n'y a qu'un seul dirigeant et que celui-ci se retire, l'entreprise se retrouve (temporairement) sans direction. En cas de difficultés, personne ne pourrait représenter l'entreprise pour prendre des décisions.

Observation : ODYN a officiellement un administrateur, mais dans la pratique il y a deux managers. Ceci sera bientôt officialisé. En outre, l'équipe s'agrandit encore et des contrats ont déjà été signés pour renforcer l'équipe à partir d'octobre. Actuellement, rien n'indique que les managers quitteront l'entreprise à court terme, mais une telle situation peut se présenter rapidement et peut surprendre les investisseurs. La réalisation de ce risque est donc très difficile à prévoir. Si ce risque devait se concrétiser, le risque pour les investisseurs est que les actionnaires doivent liquider la société, alors que les actifs sont peu nombreux.

Le risque lié à la connaissance du marché par l'équipe

Description : L'équipe de ODYN doit avoir une bonne connaissance du marché. A défaut, il y a un risque que leurs hypothèses ne soient pas fondées dans la réalité et que le business plan ne se réalise pas.

Conséquence pour l'investisseur : En effet, si le marché a été estimée trop élevée, il sera plus difficile pour ODYN de rentabiliser suit à un business plan qui n'est plus exact, ce qui entraînerait une surestimation de l'évaluation de l'entreprise. Au moment de la revente des actions dans ODYN, il existe donc un risque que ODYN vaille moins qu'attendu et donc que le rendement des Notes participatives, qui sont le miroir économique de la participation dans ODYN, soit moins élevé.

Observation : ODYN a analysé le marché et s'attend - compte tenu des conséquences économiques de la crise sanitaire actuelle - à atteindre le seuil de rentabilité en novembre 2021. Lors de la phase de lancement d'ODYN, un modèle 'gratuit' a été mis en ligne pour collecter autant de données de marché et de retours d'information que possible. Des milliers d'évaluations ont déjà été effectuées sur la plateforme au cours de cette phase. Sur base des informations collectées lors de cette première phase, ODYN est maintenant prêt à déployer le reporting complet, et à ajouter au portefeuille, au moins 5 évaluations 'gamifiées' supplémentaire.

1. Le risque de ne pas identifier le bon marché

Pour les sociétés débutantes, dans de nombreux cas, il n'y a pas ou pas suffisamment de preuves tangibles (par exemple : une absence de produits vendus) que le marché qu'elles visent existe pour le produit ou le service qu'elles offrent. Il est très difficile de prédire si le marché visé par ODYN est le bon. Si ce n'est pas le cas, il y a un risque que l'entreprise n'obtienne pas ou peu de résultats et que le business plan ne puisse pas être exécuté correctement. Les investisseurs risquent donc de perdre tout ou partie de leur investissement.

2. Le risque associé à une mauvaise appréciation de la taille du marché

Si la taille du marché est inférieure à celle estimée par ODYN, par exemple parce qu'il y a déjà plus de concurrence ou parce que la demande pour le produit est moins importante que prévu, cela entraînera un rendement inférieur au moment d'une éventuelle sortie, étant donné que l'évaluation de l'entreprise sera plus faible que prévu.

3. Le risque lié à l'exécution du business plan

Il est possible que le business plan ne puisse pas être exécuté comme prévu. Cela peut être dû au fait que les prix doivent être ajustés ou que le modèle de vente doit changer (par exemple passer de la vente directe à la vente indirecte). Tous ces changements peuvent entraîner une évaluation plus faible en cas de sortie éventuelle, car le business plan n'a pas pu être suivi comme prévu et le rendement est donc plus faible. Dans le pire des cas, il peut même y avoir une liquidation et une faillite de ODYN. Bien que ODYN ait adapté son business plan à la crise sanitaire actuelle et à son impact économique attendu, il est difficile de prévoir si le business plan adapté pourra être mis en œuvre comme prévu.

4. Le risque lié à la nécessité d'un nouveau financement

Il existe un risque que le financement demandé par ODYN soit insuffisant au regard des risques proposés ci-dessus. Si le flux de trésorerie est affecté par de tels risques qui se matérialisent, un nouvel investissement peut être nécessaire. Si tel est le cas, il y a deux conséquences que l'investisseur doit prendre en compte. D'une part, il y a le risque que l'entreprise ne trouve pas d'investisseurs, ce qui entraînerait la liquidation ou la faillite de l'entreprise, privant ainsi l'investisseur d'une partie ou de la totalité de son investissement. D'autre part, il est possible que l'entreprise trouve de nouveaux investisseurs, ce qui entraînera une dilution des actionnaires existants, qui sera encore plus importante si les nouveaux investisseurs investissent à une valeur inférieure à celle utilisée dans ce tour de financement.

Les risques liés à Spreds Finance

Les risques liés à l'absence d'une analyse du projet proposé ou de la situation financière de la société sous-jacente

Toute décision d'investir dans les Notes participatives doit être fondée sur un examen exhaustif de l'ensemble de la présente note d'information. Tout investisseur qui envisage de souscrire aux Notes participatives doit effectuer sa propre analyse de la solvabilité, de l'activité, de la situation financière et des perspectives de Spreds Finance et de ODYN.

En effet, l'Emetteur n'a pas fait d'analyse lui-même. Le modèle de Spreds Finance ne prévoit pas de proposer des projets analysés aux investisseurs mais plutôt de permettre aux investisseurs d'investir, en ayant fait leurs propres analyses. Spreds Finance n'a dès lors pas analysé de manière critique la réalisation du business plan et toutes les hypothèses de l'entrepreneur. Par conséquent le risque existe que le plan ne se réalise pas comme il se devait, ce qui peut conduire à une évaluation trop élevée au départ et donc à un rendement plus faible, et à une dilution future, comme expliqué ci-dessus.

Risque d'insolvabilité de Spreds Finance.

Les investisseurs supportent également le risque d'insolvabilité de Spreds Finance. Ce risque pourrait se concrétiser si les actifs de Spreds Finance sont insuffisants pour faire face à ses dettes. Même en présence du mécanisme de compartiments décrit ci-dessous, en l'absence de jurisprudence relative à l'insolvabilité d'un véhicule de financement compartimenté tel que Spreds Finance, si une telle insolvabilité devait survenir (par exemple parce que les frais généraux non affectés à un compartiment dépassent les revenus de Spreds Finance), les Titulaires de Notes participatives pourraient courir le risque de

subir un retard important dans le recouvrement de leur investissement, même si les actifs du compartiment concerné sont suffisants pour couvrir la responsabilité de Spreds Finance à leur égard.

L'insolvabilité de Spreds Finance pourrait également conduire à une capacité réduite ou inexistante pour Spreds Finance à représenter les titulaires de Notes participatives, de procéder aux démarches nécessaires pour valoriser d'une façon ou d'une autre la participation sous-jacente dans ODYN et de défendre les intérêts des titulaires de Notes participatives ce qui peut entraîner un manque à gagner ou des frais complémentaires dans le chef des investisseurs, ce qui peut donc impacter le rendement des Notes Participatives. Néanmoins, la gestion des compartiments continuera à se faire dans l'intérêt exclusif des investisseurs, comme la loi l'exige, jusqu'à la cession ou la liquidation de la participation, le cas échéant par un liquidateur ou un curateur.

L'impact d'une insolvabilité de Spreds Finance sur les Titulaires de Notes participatives est limité du fait de la protection offerte par la loi du 18 décembre 2016 organisant la reconnaissance et l'encadrement du crowdfunding et portant des dispositions diverses en matière de finance (la « **Loi du 18 décembre 2016** »). Cette loi prévoit en effet que si un véhicule de financement tel que Spreds Finance investit dans plusieurs émetteurs-entrepreneurs, chaque participation détenue ou prêt accordé à un même émetteur-entrepreneur doit être comptabilisé dans un compartiment distinct des actifs du véhicule de financement et doit faire l'objet d'un traitement comptable approprié, étant entendu que les comptes du véhicule de financement doivent être établis par compartiment. Tout engagement et toute opération du véhicule de financement est, à l'égard de la contrepartie, clairement attribué à un ou plusieurs compartiments. La contrepartie en sera dûment informée. Cette structure transparente permet d'ailleurs un régime de transparence fiscale. Le risque existe que la réglementation fiscale soit modifiée dans une mesure impactant (ou même éliminant) la transparence fiscale des notes. Cependant, ceci n'impactera pas l'investisseur. En effet, par dérogation aux Articles 7 et 8 de la Loi hypothécaire du 16 décembre 1851, les actifs d'un compartiment donné sont exclusivement affectés à la garantie des droits des investisseurs relatifs à ce compartiment. Cela signifie que l'incapacité de Spreds Finance à payer ses dettes (dans la mesure où elles ne sont pas affectées à ses compartiments) n'aura aucun effet sur les droits des investisseurs, puisque les actifs sous-jacents du compartiment pour le compte duquel les Notes participatives sont émises ne serviront qu'à payer les dettes de Spreds Finance à leurs Titulaires de Notes participatives.

Les risques liés au montant des dépenses associées aux actifs sous-jacents.

Le risque est lié au fait que dû au 5% prélevés à titre de Frais de Souscription (facturés en sus du Montant Nominal) et dû aux Dépenses liées aux Actifs sous-jacents prises en charge par les Titulaires de Notes, les rendements des Notes participatives peuvent être négatifs même si le produit perçu par Spreds Finance sur les actions de ODYN excède le montant investi dans ODYN au moment de l'émission des Notes. Le montant des Dépenses liées aux Actifs sous-jacents, qui ne sont pas plafonnées, ne peut pas être déterminé à ce stade.

Il est à noter cependant que la plupart des décisions de prise en charge des Dépenses liées aux Actifs sous-jacents (tel que défini ci-dessous), par exemple pour toutes les Dépenses liées aux Actifs sous-jacents autres que les dépenses imposées par la loi ou liées au traitement des taxes prélevées sur les Actifs sous-jacents, feront l'objet d'une assemblée générale des Titulaires de Notes participatives, et la tenue d'une telle assemblée générale sera régie par l'Article 28, §1, 1° de la Loi du 18 Décembre 2016. L'approbation par les Titulaires de Notes participatives des Dépenses liées aux Actifs sous-jacents peut induire une situation où les Titulaires de Notes participatives devront payer une somme supplémentaire à Spreds Finance afin de couvrir le pré-financement desdites Dépenses. Dans des cas exceptionnels, les Titulaires de Notes peuvent également être amenés à payer une somme supplémentaire à Spreds Finance pour des Dépenses liées aux Actifs sous-jacents qui n'ont pas été préalablement approuvées par une assemblée générale des Titulaires de Notes participatives.

Le risque lié à l'investissement via un véhicule de financement

Il convient de souligner aux investisseurs que l'investissement proposé se fait par le biais d'un véhicule de financement. Par conséquent, c'est le véhicule de financement (l'Émetteur) qui deviendra actionnaire de la société sous-jacente. L'investisseur est donc dans l'impossibilité d'agir en direct à l'encontre de la société sous-jacente en cas de défaillance dans le chef de la société sous-jacente.

Les risques liés aux Notes participatives

L'absence d'un rendement fixe et d'une date prédéterminée de remboursement en numéraire.

Les Notes participatives n'offrent pas de rendement fixe. Le rendement des Notes participatives dépendra donc exclusivement de la performance éventuelle de l'actif sous-jacent, c'est-à-dire les actions de ODYN. De même, la date de remboursement en numéraire des Notes participatives aux investisseurs dépend de la date à laquelle Spreds Finance transfère les actions de ODYN acquises grâce au produit des Notes participatives, et la détermination de ladite date ne dépend pas de la volonté des Titulaires de Notes participatives. Les investisseurs ne seront donc remboursés que si et quand Spreds Finance trouve un acquéreur pour sa participation dans ODYN, et cette date ne peut être déterminée lors de l'émission.

Le risque que Spreds Finance ne trouve pas d'acheteur pour sa participation dans ODYN.

Investir dans des actions de jeunes entreprises comporte le risque de ne trouver aucun acquéreur pour ses actions, ou de ne pas trouver d'acheteur à un prix correct assurant un rendement conforme au marché, ou de ne pas trouver d'acheteur dans une période de temps raisonnable. Spreds Finance fera tous les efforts possibles dans la mesure de ses compétences pour obtenir le meilleur prix possible.

Toute décision de Spreds Finance de vendre des actions de ODYN sera soumise à l'approbation des Titulaires de Notes participatives représentant au minimum 75% des Notes participatives de ODYN en circulation (calculé sur une présence ou représentation de minimum 50% des Notes participatives), sauf si Spreds Finance est obligé de les vendre en vertu d'une disposition contractuelle ou statutaire (ex : clause de sortie conjointe dans une convention entre actionnaires ou dans les statuts de ODYN). Les investisseurs supportent donc le risque que Spreds Finance ne trouve pas d'acheteur pour sa participation, auquel cas le remboursement des Notes participatives ne pourra pas intervenir, ou que l'assemblée générale des Titulaires de Notes participatives refuse la cession de la participation (si cette décision doit être soumise à l'assemblée générale), auquel cas tous les investisseurs seront liés par cette décision et devront donc attendre pour obtenir le remboursement des Notes participatives.

Le risque qu'une partie du remboursement soit différé en cas de vente de la participation dans ODYN

Si Spreds Finance vend sa participation dans ODYN, elle pourrait être tenue, conformément à la pratique de marché, de donner certaines garanties à l'acheteur des actions dans ODYN, ou de payer des taxes relatives à la cession des actions dans ODYN. Dans ce cas, le remboursement des Notes participatives peut être reporté jusqu'à concurrence du montant maximum desdites obligations de garantie ou desdites taxes (ou si ces montants ne sont pas déterminés, pour un montant raisonnable déterminé par Spreds Finance et pour couvrir ces éventuelles obligations de Spreds Finance), et le remboursement doit être effectué dans son intégralité, le cas échéant, le septième jour ouvrable à compter de la date d'expiration de la période durant laquelle Spreds Finance est tenu de s'acquitter des obligations ou des taxes précitées. Durant cette période de garantie, Spreds Finance pourrait se voir obligé de compenser les dommages subis par l'acheteur découlant d'un manquement aux engagements et aux garanties, ce qui pourrait entraîner la réduction des revenus perçus par les Titulaires de Notes participatives.

Le risque lié à une éventuelle obligation de sortie conjointe

Spreds Finance pourrait se voir dans l'obligation de vendre les actions ODYN à une période ou à des conditions qui ne sont pas favorables aux Titulaires de Notes participatives, du fait des restrictions contractuelles et statutaires des Actions de ODYN (dont l'obligation de sortie conjointe). Spreds Finance ne peut en conséquence garantir sa capacité à agir dans les meilleurs intérêts des Titulaires de Notes participatives. Par conséquent, les Titulaires de Notes participatives ne sont pas sûrs de recouvrer les montants qu'ils ont investis.

Il n'existe à ce jour aucune obligation de sortie conjointe opposable aux actionnaires actuels et futurs de ODYN. Cependant, l'inclusion d'une telle clause est une pratique courante et, de surplus, elle empêche qu'un actionnaire minoritaire puisse bloquer une sortie. L'Emetteur acceptera dès lors l'inclusion d'une telle clause dans un pacte d'actionnaires ou dans les statuts de ODYN.

Manque de liquidité

Un titulaire de Notes participatives peut ne pas trouver d'acheteur pour les Notes participatives qu'il souhaiterait vendre, ou peut ne pas pouvoir vendre ses Notes participatives au prix escompté. En effet, il incombe à l'investisseur de trouver par lui-même un acheteur pour ses Notes participatives, le cas échéant. Pour finir, et du fait de l'absence d'un marché d'échange pour les Notes participatives, il n'existe aucun moyen d'établir adéquatement une méthode de tarification comparative pour les Notes participatives.

Performance de l'actif sous-jacent

Le rendement des Notes participatives dépendra uniquement de la performance de l'actif sous-jacent, c'est-à-dire les actions de ODYN.

Partie II - Informations concernant l'Émetteur des instruments de placement

A. Identité de l'Émetteur

1° L'Émetteur	Spreds Finance a été constitué le 13 septembre 2013 sous la forme d'une société anonyme (SA) de droit belge. Elle est enregistrée à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0538.839.354. Le siège social est situé Place Sainte Gudule 5, 1000 Bruxelles, Belgique. Le site internet est : www.spreds.com
2° Activités principales	Spreds Finance est une entité destinée à servir de « véhicule de financement », au sens de l'article 4, 7° de la Loi du 18 décembre 2016, qui permet à Spreds SA (sa société mère telle que décrite au point 3 du présent Titre) de fournir exclusivement des services de financement alternatif sous la forme de prises de participations (fonds propres ou dettes) dans des entreprises. L'activité principale de Spreds Finance est d'aider des entreprises à accéder au financement en prenant des participations dans leur capital ou en leur accordant des crédits. Pour ce faire, elle émet des titres destinés au grand public ou à des investisseurs professionnels.
3° Actionnaires principaux	Spreds Finance a Spreds SA comme actionnaire majoritaire (99.9%).
4° Transactions entre l'Émetteur et ses principaux actionnaires et/ou toute autre partie liée	<p>Spreds Finance a conclu une convention de gestion avec sa société mère, Spreds SA. Suite à cette convention, Spreds Finance rémunère Spreds SA pour ces services. Les services de Spreds SA représentent 100% du chiffre d'affaires de l'Émetteur moins les frais à charge de Spreds Finance, qui ne sont pas attribués à un compartiment spécifique. Il s'agit par exemple des frais liés à une publication dans le Moniteur belge ou liés au dépôt des comptes annuels. Pour le dernier exercice social, le montant total payé par Spreds Finance en vertu de cette convention s'élevait à 117 402,54 €.</p> <p>La convention de gestion prévoit également que Spreds Finance doit verser à Spreds SA une certaine partie du bénéfice réalisé par certains compartiments, voir à ce sujet : Partie IV. A. 3° : Date d'échéance et modalités de remboursement.</p> <p>Les revenus récurrents qui sont payés par les sociétés sous-jacentes pour lesquelles Spreds Finance a organisé des levées de fonds, sont payés à Spreds, aussi longtemps que Spreds est l'administrateur-délégué de Spreds Finance. En effet, le jour où Spreds n'est plus administrateur-délégué de Spreds Finance, ces revenus récurrents devront être payer à Spreds Finance.</p> <p>En dehors de ce contrat, aucun contrat important (autre que les contrats conclus dans le cours normal des affaires) n'est à noter.</p>
5° Organe légal d'administration	<p>Spreds Finance est gérée par un conseil d'administration composé de deux administrateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Spreds SA (représentée par Charles-Albert de Radzitzky d'Ostrowick en sa qualité de représentant permanent) ; - Ya-K Consulting SA (représentée par Gilles van der Meerschen en sa qualité de représentant permanent) et ; <p>La gestion quotidienne de Spreds Finance a été déléguée à Spreds SA, nommée administrateur délégué par décision du conseil d'administration du 13 septembre 2013.</p>
6° Rémunération	En 2019, les membres de l'organe légal d'administration ont reçu un montant de 117 402,54 € en rémunération ou par des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages.
7° Condamnations	Aucune des personnes visées au 4° et 5° n'a été condamnée pour une infraction visée à l'article 20 de la Loi bancaire du 25 avril 2014.

8° Conflits d'intérêts	Il n'existe aucun conflit d'intérêts au niveau des membres de l'organe légal d'administration, des principaux actionnaires et/ou des personnes liées autres que des actionnaires.
9° Commissaire	Spreds Finance a désigné comme commissaire la société Ernst & Young Réviseurs d'Entreprises s.c.c.r.l. (auditeurs), De Kleetlaan 2, 1831 Diegem, Belgique (numéro d'autorisation : B160), représenté par Jean-François Hubin.

B. Informations financières concernant l'Émetteur

1° Historique financier
<p>Les comptes annuels au 31 décembre 2018 ont été revus et approuvés par le conseil d'administration du 6 juin 2019 et par l'assemblée générale des actionnaires du 20 juin 2019.</p> <p>Les comptes annuels de Spreds Finance au 31 décembre 2019 ont été revus et approuvés par le conseil d'administration du 4 juin 2020 et par l'assemblée générale des actionnaires du 22 juin 2020.</p> <p>Ces comptes annuels, ainsi que les rapports du commissaire, sont joints en <u>annexe 1</u>.</p> <p>Les comptes annuels de Spreds Finance sont établis selon les normes comptables belges.</p>
2° Déclaration de l'Émetteur sur son fonds de roulement net au regard de ses obligations sur les douze prochains mois
<p>Spreds Finance n'est dans l'obligation d'effectuer des paiements aux Titulaires de Notes participatives et à Spreds SA (frais de gestion) que dans la mesure des liquidités qu'elle reçoit effectivement de ses investissements dans les actifs sous-jacents ou du produit des Notes participatives. Spreds Finance est également tenue de payer des frais de gestion à Spreds SA, mais ces frais ne peuvent jamais dépasser une somme correspondant aux frais payés à Spreds Finance par les Titulaires de Notes participatives et les sociétés dans lesquelles Spreds Finance investit moins un montant limité de dépenses administratives courantes de Spreds Finance qui ne peuvent pas être affectées à ses compartiments.</p> <p>Par conséquent, Spreds Finance ne se retrouvera jamais dans une situation où sa trésorerie est insuffisante pour procéder aux paiements qu'elle est tenue d'effectuer et affirme donc disposer d'un fonds de roulement net suffisant au regard de ses obligations sur les douze prochains mois.</p>
3° Déclaration sur le niveau de capitaux propres et de l'endettement à une date ne remontant pas à plus de 90 jours avant la date d'établissement du document.
<p>A présent, Spreds Finance a des capitaux propres de EUR 61.500 et n'a pas de dettes autres que les dettes liées à ses activités d'émetteur de notes. Ces dettes envers les titulaires de notes participatives sont des dettes comptabilisées hors bilan dans des compartiments distincts, qui reflètent les actifs détenus au nom de ces titulaires de notes. Ces titulaires de notes n'ont pas de recours sur d'autres actifs que ceux détenus par le compartiment dans lequel ils ont investi. Ceci est prévu par les statuts de la société et les conditions générales de chaque émission de notes et est confirmé par l'article 28 § 1er, 5° de la Loi du 18 décembre 2016, qui stipule que les actifs d'un compartiment déterminé répondent exclusivement des droits des investisseurs relatifs à ce compartiment.</p>
4° Informations sur les changements significatifs de la situation financière ou commerciale survenu depuis la fin du dernier exercice auquel ont trait les comptes annuels visées au 1° ci-dessus
<p>La crise sanitaire a eu un impact important sur le paysage économique. Cependant, l'impact pour Spreds Finance, étant seulement un véhicule de financement, a été limité. En effet, les dépenses de Spreds Finance se limitent aux frais de gestion et aux dépenses liées aux taxes ou à une publication occasionnelle. Selon sa convention de gestion avec Spreds, les frais de gestion seront déterminés à la fin de l'année (en fonction des revenus). Spreds, l'administrateur délégué de l'émetteur, a connu une baisse d'activité importante au cours du second semestre.</p>

C. DESCRIPTION DU SOUS-JACENT

C.1 DESCRIPTION DU SOUS-JACENT

La totalité du montant nominal des Notes participatives, soit 100 € par Note participatives souscrite, à l'exclusion des frais de souscription, sera utilisée par Spreds Finance afin de souscrire aux actions nouvelles qui seront émises par ODYN, dans la mesure où les conditions auxquelles ce placement est soumis sont remplies. L'instrument financier sous-jacent est donc les actions de ODYN.

C.2 IDENTITE DE LA SOCIETE SOUS-JACENTE

1° la société sous-jacente	ODYN a été constituée le 15 septembre 2017 sous la forme d'une société privée à responsabilité limitée (SPRL) de droit belge. Elle est enregistrée auprès la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro BE 0681.495.076. Le siège social est situé Herkenrodesingel 8D, boîte 4.02, 3500 Hasselt. Le site internet est : https://www.odyn.io/
2° Activités principales	ODYN propose des outils gamifiés avec une base scientifique. Ils guident les demandeurs d'emploi, de manière ludique, interactive et accessible, dans l'identification et la compréhension de leurs passions, de leurs talents, de leurs rêves et de leurs ambitions.
3° Actionnaires principaux	La structure de l'actionariat de ODYN est la suivante : <ul style="list-style-type: none"> - netWORK SC (représentée par Liesbeth Vandenrijt): 60% - Jan Maurissen: 20% - Eric Martens: 20%
4° Transactions entre la société sous-jacente et ses principaux actionnaires et/ou toute autre partie liée	Aucune convention n'a été conclue entre ODYN et ses principaux actionnaires et/ou toute autre partie liée.
5° Organe légal d'administration	ODYN est gérée par un administrateur non statutaire, Eric Martens. Dans la pratique, cependant, Arnaud Deveugle est également actif dans la gestion quotidienne. ODYN officialisera ceci à court terme.
6° Rémunération	En 2019, une rémunération de 56 827,65 € a été octroyée aux membres de l'organe légal d'administration.
7° Condamnations	Aucune des personnes visées au 4° et 5° n'a été condamnée pour une infraction visée à l'article 20 de la Loi bancaire du 25 avril 2014.
8° Conflit d'intérêts	Il n'existe aucun conflit d'intérêts au niveau des membres de l'organe légal d'administration, des principaux actionnaires et/ou des personnes liées autres que des actionnaires.
9° Commissaire	Il n'y a actuellement pas de commissaire.

C.2. Informations financières de la Société sous-jacente

1° Historique financier

Les comptes annuels au 31 décembre 2018 ont été revus et approuvés par l'administrateur au 12 août 2019 et par l'assemblée générale des actionnaires du 12 août 2019.

Les comptes annuels au 31 décembre 2019 ont été revus et approuvés par l'administrateur au 15 juin 2020 et par l'assemblée générale des actionnaires du 15 juin 2020.

Ces comptes annuels sont joints en annexe 2.

Les comptes annuels sont établis selon les normes comptables belges.

2° Déclaration sur le fonds de roulement au regard des obligations sur les douze prochains mois

L'ODYN déclare actuellement qu'elle dispose d'un fonds de roulement suffisant pour faire face à ses obligations sur les douze prochains mois. Avec le montant de 125 000 € déjà promis par d'autres investisseurs, ODYN dispose d'un délai d'exécution d'au moins 12 mois pour développer la version 2.0 de la plateforme afin de générer davantage de revenus. La rémunération des administrateurs s'élèvera à environ 60 000 € et le développement de la plateforme coûtera environ 65 000 €.

Les ressources supplémentaires qui dépassent le minimum seront utilisées pour développer davantage de fonctionnalités pour la version 2.0 et permettront à ODYN de bénéficier des conseils d'un plus grand nombre de spécialistes externes. Les ressources supplémentaires seront également utilisées pour accélérer la commercialisation de la plateforme et pour renforcer davantage de partenariats.

3° Déclaration sur le niveau de capitaux propres à l'endettement (qui distingue les dettes cautionnées ou non et les dettes garanties ou non) à une date ne remontant pas à plus de 90 jours avant la date d'établissement du document. L'endettement inclut aussi les dettes indirectes et les dettes éventuelles.

A présent, le niveau de capitaux propres de ODYN s'élève à 300 000 €. En date du 30 juin 2020, ODYN a des dettes commerciales d'un montant de 25 442,43 €.

4° Informations sur les changements significatifs de la situation financière ou commerciale survenu depuis la fin du dernier exercice auquel -le cas échéant- ont trait les comptes annuels visées au 1° ci-dessus

Tous les prêts d'actionnaires en cours seront convertis en actions d'ODYN avant tout éventuel investissement par le Compartiment ODYN 1A de Spreds Finance. Toutes les dettes de Motmans & Partners BV seront créditées avant la fin de cette levée de fonds.

Partie III - Informations concernant l'offre des instruments de placement

Lorsqu'un investisseur investit dans le projet proposé, il souscrit à un titre de dette émis par la société Spreds Finance. Ce titre financier est appelé une Note Participative (Equity-Linked-Notes). Ce titre est le miroir économique d'une prise de participation dans la société sous-jacente et donne droit à la même plus-value. Il ne donne toutefois pas droit aux votes comme un actionnaire classique puisque seul Spreds Finance devient actionnaire.

Spreds Finance participerait avec d'autres investisseurs dans le financement plus large de ODYN prévu entre 175 000 € et 400 000 € (l'« **Augmentation de capital** »). Sur la totalité du montant collecté durant la période de l'offre, un montant de 100 € par Note participative sera utilisé par Spreds Finance à ces fins, dans la mesure où les conditions auxquelles ce placement est soumis sont remplies.

A. Description de l'offre

1° Montant maximal de l'offre	275 000 € (le "Montant Maximal")
2° Les conditions de l'offre	<p>Le Montant minimal de souscription par investisseur est 100 €, hors frais de souscription. Le montant minimal de l'offre est 50 000 €.</p> <p>Les Notes ne seront émises que si les conditions suspensives cumulatives préalables à la souscription de Spreds Finance dans l'Augmentation de capital de ODYN énumérées ci-dessous sont remplies dans les 6 mois suivant la Date de Clôture :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le montant total des engagements fermes de souscription à cette Augmentation de capital atteint au moins 175 000 € et ne dépasse pas 400 000 € (voir Partie III, B, 3° : Autres sources de financement pour la réalisation du projet considéré à ce sujet). - Un ou plusieurs investisseurs investissent au minimum 25 000 €, et ceci sans faire usage du Compartiment ODYN 1A de Spreds Finance (voir Partie III, B, 3° : Autres sources de financement pour la réalisation du projet considéré à ce sujet).

<p>3° Prix total des instruments de placement offerts</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'Augmentation de capital est réalisée sur la base d'une valorisation pre-money de ODYN de maximum 1 800 000 €. - Spreds Finance participe à l'Augmentation de capital pour un montant égal au résultat de la souscription des Notes du Compartiment ODYN 1A. Ce montant doit être au moins 50 000 €. - Spreds Finance bénéficie de droits égaux en termes de transfert des actions de ODYN à ceux prévus au profit d'autres investisseurs qui participent à l'Augmentation de capital. - Par ailleurs, Spreds Finance dispose d'un droit de suite par rapport à un ou plusieurs actionnaires de ODYN. En d'autres termes, dans le cas d'un transfert des actions de la société par un actionnaire désigné (cession, transfert, échange...), Spreds Finance aura le droit de transférer ses actions dans ODYN en même temps, aux mêmes proportions et aux mêmes conditions. <p>Spreds Finance vérifie si ces conditions suspensives sont remplies au plus tard 6 mois après la Date de Clôture (« Date Effective »), c'est-à-dire le 31 mars 2021. Si une ou plusieurs de ces conditions ne sont pas remplies à la Date Effective, les Notes ne seront pas émises et les investisseurs seront remboursés de leur Montant de Souscription respectifs au plus tard 15 jours ouvrables après la Date Effective.</p> <p>Le montant de souscription aux Notes participatives ODYN 1A correspond à leur Montant Nominal de 100 € auquel s'ajoute des Frais de Souscription s'élevant à maximum 5% du Montant Nominal (ou bien 5 €) et facturés par Spreds Finance pour couvrir les dépenses liées à l'émission ainsi que le suivi et la réalisation de l'investissement. Le prix total d'une Note participative est donc maximum 105 €.</p> <p>Le montant de souscription est intégralement payé au moment de la souscription aux Notes participatives ODYN 1A. Les fonds sont versés sur un numéro de compte dédié au compartiment ODYN 1A et sont donc dès réception compartimentalisés. Si ces Notes participatives ne sont pas émises, les investisseurs seront remboursés de leur montant de souscription respectifs au plus tard 6 mois et 15 jours ouvrables après la Date de Clôture, sans intérêts.</p>
<p>4° Calendrier de l'offre</p>	<p>La période de souscription commence le 18 août 2020 (la "Date d'Ouverture") et se termine à la Date de Clôture, qui est en principe le 30 septembre 2020.</p> <p>La période de souscription peut être clôturée de manière anticipée lorsque le montant minimale, de 50 000 €, est atteint.</p> <p>La période de souscription peut être étendue, sur décision de Spreds Finance, pour une période de 3 mois au plus, prenant fin au 30 décembre 2020 sur une décision de Spreds Finance si le montant total des ordres contenus dans les formulaires de souscription signés et transférés à Spreds Finance est d'au moins 40 000 € à la Date de Clôture initialement envisagée (notamment le 30 septembre 2020). Spreds Finance ne peut prolonger la période de souscription que si le montant total des engagements fermes de souscription à l'Augmentation de capital de ODYN (y compris donc les investissements par les co-investisseurs) ne dépasse pas 400 000 €, soit le montant maximal de ce tour de financement.</p> <p>Les investisseurs ayant souscrit aux Notes participatives avant une modification éventuelle de la période de souscription, qu'elle soit clôturée anticipativement ou prolongées, en seront informés par courrier électronique et auront le droit de se rétracter de leur investissement pendant 14 jours, à compter du jour qui suit le jour de l'envoi de ce courrier électronique. Par exception à ce qui précède, en cas de clôture anticipée de l'offre, le droit de rétraction ne pourra être exercé que pendant 2 jours ouvrables, si l'Augmentation de capital de ODYN doit avoir lieu endéans les 14 jours après la Date de Clôture ainsi modifiée.</p> <p>Les Notes participatives seront émises à la date à laquelle l'Augmentation de capital se réalise (la « Date Effective »), si les conditions préalables à l'émission desdites Notes participatives sont remplies, c'est-à-dire au plus tard le 31 mars 2021 si la période de souscription prend fin le 30 septembre 2020. Ceci peut être plus tôt (si la période de souscription est clôturée de façon anticipative) ou plus tard (si la période de souscription est prolongée).</p>
<p>5° Frais à charge de l'investisseur</p>	<p>Premièrement, il existe des Frais de Souscription à hauteur de maximum 5% sur le Montant Nominal.</p> <p>Deuxièmement, certaines dépenses seront déduites des actifs du Compartiment de ODYN 1A (les "Dépenses Liées aux Actifs sous-jacents"), conformément aux statuts de Spreds Finance.</p>

	<p>Lesdites Dépenses Liées aux Actifs sous-jacents comprennent tous les coûts, charges, taxes et autres dépenses, de quelque nature que ce soit, versés à une tierce partie par Spreds Finance qui peuvent être déduits du Compartiment de ODYN 1A, (i) qui doivent être assumés par Spreds Finance en sa qualité de propriétaire (incluant sa qualité d'acquéreur ou de cédant) des Actifs sous-jacents, ou qui sont autrement nécessaires à la préservation et la gestion (incluant la cession) des Actifs sous-jacents, ou (ii) liés aux paiements afférents aux Notes participatives que Spreds Finance doit effectuer auprès de tous les Titulaires de Notes participatives.</p> <p>En règle générale, toutes les Dépenses Liées aux Actifs sous-jacents doivent être approuvées par l'assemblée générale des Titulaires de Notes participatives avant que le Compartiment de ODYN 1A puisse les assumer. Les Dépenses Liées aux Actifs Sous-Jacent imposées par la loi ou les réglementations, ou découlant du traitement fiscal applicable aux Actifs sous-jacents (comme par exemple les précomptes et taxes) ne feront toutefois pas l'objet d'une assemblée générale des Titulaires de Notes participatives. Si de telles dépenses ont été encourues, elles seront prises en compte à la Date d'Échéance. Le montant des Dépenses Liées aux Actifs Sous-Jacent n'est pas plafonné et ne peut pas être déterminé lors de l'émission des Notes participatives.</p> <p>Finalement, le cas échéant, Spreds Finance aura droit à 20% de la valeur du compte de ODYN 1A excédant le Montant Prioritaire à la Date d'Échéance au titre de commission de performance (voir Partie IV. A. 3° : Date d'échéance et modalités de remboursement à ce sujet).</p>
--	--

B. Raisons de l'offre

1° Description de l'utilisation projetée des montants recueillis	<p>ODYN souhaite étendre sa plateforme et accélérer sa commercialisation grâce aux fonds collectés. Ils souhaitent notamment développer la version 2.0 de la plateforme afin de générer davantage de revenus. La rémunération des administrateurs s'élèvera à environ 60 000 € et le développement de la plateforme coûtera environ 65 000 €. Les ressources supplémentaires qui dépassent le minimum seront utilisées pour développer davantage de fonctions pour la version 2.0 et permettront à ODYN d'obtenir les conseils d'un plus grand nombre de spécialistes externes. Les ressources supplémentaires seront également utilisées pour accélérer la commercialisation de la plateforme et pour renforcer davantage de partenariats.</p>
2° Détails du financement du projet que l'offre vise à réaliser	<p>Sur la totalité du montant collecté durant la période de souscription, un montant de 100 € par Note participative sera utilisé pour investir dans ODYN. La somme des Montants Nominaux par Note participative constituera donc l'Actif sous-jacent.</p>
3° Autres sources de financement pour la réalisation du projet considéré	<p>Le montant pour lequel Spreds Finance participerait à l'Augmentation de capital sera complété par d'autres investissements afin d'atteindre un montant total entre 175 000 € et 400 000 €.</p> <p>125.000 € a déjà été promis par le co-investisseur.</p> <p>Le principe de co-investissement</p> <p>Spreds estime que les sources de financement devraient être équilibrées. C'est pourquoi Spreds a adopté un modèle de co-investissement. Cette campagne est financée par une communauté d'investisseurs et des « lead investors », des investisseurs principaux investissant d'importants montants.</p> <p>Grâce au co-investissement, les Titulaires de Notes bénéficieront des mêmes conditions que les investisseurs principaux, comme la valorisation pre-money sur base de laquelle l'Augmentation de capital est réalisée, assurant ainsi l'équité du processus. Les entrepreneurs peuvent bénéficier de l'expérience d'un spécialiste du capital-risque et peuvent bénéficier par la suite d'un nouvel administrateur.</p>

Partie IV - Informations concernant les instruments de placement offerts

A. Caractéristiques des instruments de placement offerts

<p>1° Nature, statut et catégorie</p>	<p>Les Notes Participatives sont un type de titre sui generis, ce qui signifie qu’elles ne doivent pas être considérées comme l’un des types de titres classiques (ex : actions ou obligations), mais plutôt comme un titre de dette émis par la société Spreds Finance. Ce titre financier est le miroir économique d’une prise de participation dans la société sous-jacente et donne droit aux mêmes droits financiers associés aux Actifs sous-jacents (la participation au capital de ODYN sous forme d’action) tels que le droit à tout Rendement Variable potentiel. Il donne également droit à la même plus-value.</p> <p>Il ne donne toutefois pas droit aux votes comme un actionnaire classique puisque seul Spreds Finance SA devient actionnaire. En effet, Spreds Finance SA est l’intermédiaire qui émet ses propres titres, spécifiques à chaque nouvelle opération en ligne. Notez qu’une multitude d’investisseurs ajoute beaucoup de complications et d’administration pour un jeune société et pèse in fine sur son agilité. Spreds Finance permet de regrouper l’ensemble des souscriptions et d’investir en une fois le montant total dans l’entreprise en levée de fonds. Un seul et unique investisseur supplémentaire permet aux entrepreneurs de garder un interlocuteur unique et une communication simplifiée.</p> <p>Les Notes participatives sont émises uniquement sous forme nominative. Les Notes participatives ne peuvent pas être échangées ou converties sur demande des Titulaires de Notes participatives.</p> <p>Tous les actifs acquis et détenus par Spreds Finance à travers l’attribution du Montant de Souscription (tel que décrit ci-dessus), ainsi que les produits et les revenus générés par ces actifs aussi longtemps que les Notes participatives restent en circulation, constituent les Actifs sous-jacents desdites Notes participatives (les “Actifs sous-jacents”). Les Actifs sous-jacents sont attribués à un compartiment distinct de Spreds Finance (le “Compartiment ODYN 1A”) au sens de l’article 28, §1, 5° de la Loi du 18 Décembre 2016.</p>
<p>2° Devise, Dénomination, Valeur nominale</p>	<p>La devise est en EUR. La dénomination est : « Note Participative ODYN 1A » et la valeur nominale de l’instrument de placement est EUR 100.</p>
<p>3° Date d’échéance et modalités de remboursement</p>	<p>Il existe deux options pour quitter un investissement, la première étant la méthode standard :</p> <p>1) Le co-investisseur vend ses actions dans ODYN.</p> <p>Le(s) co-investisseur(s) professionnel(s) qui investi(ssent) dans une entreprise aux côtés des Titulaires de Notes Participatives sont continuellement à la recherche d’une sortie profitable, en prenant en compte bons nombres de facteurs comme les développements et les résultats enregistrés par la société. En moyenne, cela prend 5 à 8 ans, mais cela peut être plus tôt ou plus tard. Une fois que cela arrive, les Titulaires de Notes Participatives sortiront sous les mêmes conditions que l’(les) investisseur(s) professionnel(s).</p> <p>2) L’investisseur trouve lui-même un acheteur pour ses notes participatives.</p> <p>À tout moment, il est possible de vendre les notes participatives à un tiers. Cependant, L’Émetteur n’organise pas de marché secondaire pour ce faire. Il incombe donc à l’investisseur de trouver un acheteur lui-même, avec lequel il s’entend sur un prix de vente, après quoi il demande à Spreds de mettre le Registre des Notes à jour afin de refléter ce changement de propriétaire.</p> <p>Les Notes participatives sont émises pour une durée indéterminée et expireront à leur date d’échéance. La date d’échéance est la date à laquelle le Compartiment ODYN 1A a définitivement cessé de détenir des actifs autres que des liquidités, par exemple suite à la vente des Actifs sous-jacents par Spreds Finance (la “Date d’Échéance”).</p> <p>Spreds Finance devra rembourser le produit net (le “Produit Net”) aux Titulaires de Notes participatives à la Date d’Échéance. Le Produit Net comprend toutes les sommes perçues par</p>

	<p>Spreds Finance des Actifs sous-jacents, dans la mesure où elles n’ont pas déjà été distribuées en tant que Produit Net Variable, déduites des Dépenses Liées aux Actifs sous-jacents, dans la mesure où lesdites Dépenses n’ont pas été déduites au moment du paiement du Produit Variable Net.</p> <p>Chaque Note participative bénéficie du droit à un montant correspondant au Produit Net divisé par le nombre de Notes participatives.</p> <p>Le montant remboursé pour toutes les Notes participatives est plafonné au montant du Produit Net disponible dans le Compartiment de ODYN 1A à la Date d’Échéance.</p> <p>Assujetti de ce plafond, il correspond à la somme des montants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le montant que les Titulaires de Notes participatives doivent recevoir afin d’obtenir le montant total, en tenant compte du Produit Net Variable qu’ils ont perçus avant la Date d’Échéance, un rendement annuel capitalisé de 5% du total du Montant de Souscription courant de la Date de Closing jusqu’à la Date d’Échéance (le “Montant Prioritaire”). Afin d’éviter tout malentendu, il est expressément convenu aux présentes que tous les montants payés aux Titulaires de Notes participatives avant la Date d’Échéance sont pris en compte dans le calcul du rendement total obtenu par les Titulaires de Notes participatives. Cela veut dire que, si le Produit Variable est payé avant la Date d’Échéance (par exemple, en cas de versement de dividendes), il n’y aura aucun calcul du Montant Prioritaire, et le Titulaire de Notes participatives recevra le paiement du Produit Variable dû à ce moment-là tel que décrit plus haut, mais le Produit Variable Net ainsi versé doit être pris en compte dans le calcul du rendement total sur les Notes participatives à la Date d’Échéance. Par exemple, si aucun Produit Variable n’a été payé avant la Date d’Échéance, le Montant Prioritaire est calculé à un taux de 1,00013368 [calculé comme suit $1,05^{\left(\frac{1}{365}\right)}$], qui est composé du nombre total des jours écoulés depuis la Date de Closing jusqu’à la Date d’Échéance. Cet exposant correspond au rendement annuel de 5% converti en un rendement journalier de 0,13368% sur toute la durée de l’investissement ; et • 80% de la valeur du Compartiment de ODYN 1A à la Date de l’Échéance excédant le Montant Prioritaire (le cas échéant). <p>Le solde du Compartiment de ODYN 1A à la Date de l’Échéance (c-à-d 20% de la valeur du compte de ODYN 1A excédant le Montant Prioritaire) sera retenu par Spreds Finance au titre de commission de performance (le cas échéant).</p>
<p>4° Rang des instruments de placement dans la structure de capital de l’Émetteur en cas d’insolvabilité</p>	<p>Toutes les Notes participatives sont émises pour le même montant nominal et confèrent à tout moment aux mêmes droits, sans aucune préférence parmi celles-ci.</p> <p>Les droits et les recours des Titulaires de Notes participatives sont limités aux actifs du Compartiment de ODYN 1A correspondant aux Notes participatives auxquelles ils ont souscrit.</p>
<p>5° Restrictions imposées au libre transfert des Notes participatives</p>	<p>Il n’y a aucune restriction sur la libre négociabilité des Notes participatives. La cession des Notes participatives est opposable à Spreds Finance uniquement après que Spreds Finance ait enregistré la cession dans le registre applicable des Notes participatives, après une requête s’y afférant envoyée par le cédant et le cessionnaire à Spreds Finance.</p>
<p>6° Politique de dividende</p>	<p>ODYN n’a pas adopté de politique de distribution de dividendes spécifique. Comme c’est le cas dans beaucoup de jeunes sociétés, ODYN n’a pas l’intention de distribuer des dividendes les premières années, visant plutôt à faire croître ses activités afin de viser une revente de ses actions ou une introduction en bourse.</p>
<p>7° Dates de la distribution de dividende</p>	<p>Si, avant la Date d’Échéance, Spreds Finance perçoit un Produit relatif aux Actifs sous-jacents (“Produit Variable”), il distribuera le Produit Variable Net aux Titulaires de Notes participatives endéans 15 jours ouvrables après la date à laquelle Spreds Finance ait perçu un Produit Variable. Cette distribution constituera la seule obligation de paiement de Spreds Finance liée aux Notes participatives avant la Date d’Échéance (tel que défini ci-après). Le paiement d’intérêts fixes est</p>

	<p>par conséquent expressément exclu. Les montants que Spreds Finance doit verser aux Titulaires de Notes participatives sont, en substance, variables.</p> <p>Le montant à verser pour chaque Note participative devra correspondre au Produit Variable dû après déduction des Dépenses Liées aux Actifs sous-jacents encourues (“Produit Variable Net”), divisé par le nombre de Notes participatives émises.</p>
8° Admission en bourse	<p>Il n’est pas exclu que les Notes participatives puissent être ultérieurement listées sur le marché Euronext ACCESS de Bruxelles. Mis à part cela, les Notes participatives ne font l’objet d’aucune demande d’admission pour des négociations sur le marché.</p>

Partie V - Toute autre information importante adressée oralement ou par écrit à un ou plusieurs investisseurs sélectionnés

Tax Shelter	<p>La présente opportunité d’investissement est éligible à une réduction d’impôt sur les revenus pour les investisseurs belges dans le cadre du système d’incitation fiscale belge, le Start-Up Tax Shelter. La réduction maximale de 45% du montant nominal total investi dans les Notes participatives est applicable du fait que les actifs sous-jacents sont les actions d’une micro-entreprise. Cela signifie que l’avantage fiscal total s’élèvera donc à un maximum de 45 € par Note participative souscrit par l’investisseur. Le budget disponible en Tax Shelter est de 125 000 €.</p>
Caractéristiques de la convention entre actionnaires	<p>Il n’existe à ce jour aucune convention entre les actionnaires actuels et futurs de ODYN qui participent à l’Augmentation de Capital, sur les droits particuliers des actionnaires. Dans le cas où Spreds Finance deviendrait partie à une convention entre actionnaires après l’Augmentation de Capital, ladite convention entre actionnaires liera tous les actionnaires (incluant Spreds Finance) et peut contenir certaines clauses qui auront un impact direct sur les droits des souscripteurs des Notes participatives. Spreds Finance peut néanmoins accepter l’inclusion des clauses résumées dans la liste ci-dessous. Spreds Finance pourra s’engager dans ladite convention, si et seulement si les limitations et les spécifications énoncées dans la liste ci-dessous sont respectées. A ces fins, Spreds Finance peut accepter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une clause de sortie de conjointe qui permet à tout investisseur de vendre une partie proportionnelle de sa participation dans ODYN dans le cas où un ou plusieurs actionnaires décident de vendre leurs parts ; • Une clause d’approbation préalable qui exige de tout actionnaire qu’il obtienne l’accord préalable des actionnaires restants ou du conseil d’administration avant de pouvoir vendre ses parts dans ODYN ; • Une clause de sortie de conjointe, sous réserve qu’au moins une majorité de 50% + 1% des actions est requise pour que les actionnaires soient obligés de vendre leurs participations dans ODYN ; • Une clause d’inaliénabilité qui interdit toute cession des actions de ODYN pendant une certaine période de temps, sous réserve que sa durée ne dépasse pas 5 ans à compter de la date de l’Augmentation de Capital ; • Un droit de préemption obligeant tous les actionnaires à proposer préalablement leurs participations dans ODYN aux actionnaires existants, avant de les vendre à une tierce partie ; • Des clauses établissant une majorité spécifique ou imposant l’unanimité pour certaines décisions importantes lors des assemblées générales ; • Des clauses créant des instruments dilutifs (ex : un régime d'options d'achat d'actions, des garanties, etc.), sous réserve que les actions distribuées représentent au maximum 20% du capital social de ODYN ; • Des clauses prévoyant la sortie de Spreds Finance du capital de ODYN, établissant qu’après une période de 5 ans, tous les actionnaires doivent accepter l’offre d’acquisition la plus favorable qui leur est proposée. <p>Toute clause dérogeant de la liste précitée devra faire l’objet d’une approbation de l’assemblée générale des Titulaires de Notes participatives, avant que Spreds Finance puisse constituer une Partie dans une convention entre actionnaires de ODYN.</p>

Note information – ODYN 1A

Annexe 1 : Comptes annuels et rapports du commissaire de Spreds Finance

20	04/07/2019	BE 0538.839.354	17	EUR		
NAT.	Date du dépôt	N°	P.	D.	19285.00587	A 1.1

**COMPTES ANNUELS ET AUTRES DOCUMENTS À
DÉPOSER EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS**

DONNÉES D'IDENTIFICATION (à la date du dépôt)

Dénomination: **Spreds Finance**

Forme juridique: Société anonyme

Adresse: Place Sainte Gudule

N°: 5

Boîte:

Code postal: 1000 Commune: Bruxelles

Pays Belgique

Registre des personnes morales (RPM) - Tribunal de l'entreprise de: Bruxelles, francophone

Adresse Internet:

Numéro d'entreprise

BE 0538.839.354

Date du dépôt de l'acte constitutif ou du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts.

01-02-2018

COMPTES ANNUELS EN EUROS approuvés par l'assemblée générale du

20-06-2019

et relatifs à l'exercice couvrant la période du

01-01-2018

au

31-12-2018

Exercice précédent du

01-01-2017

au

31-12-2017

Les montants relatifs à l'exercice précédent sont identiques à ceux publiés antérieurement.

Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans objet:

A 6.1.1, A 6.1.2, A 6.1.3, A 6.2, A 6.3, A 6.4, A 6.9, A 7.1, A 7.2, A 9, A 10, A 12, A 13, A 14, A 15, A 16, A 17, A 18, A 19

N°	BE 0538.839.354		A 2.1
----	-----------------	--	-------

**LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS
ET COMMISSAIRES ET DÉCLARATION
CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION
OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE**

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES

LISTE COMPLÈTE des nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de l'entreprise

SCHOTERS Simon

Jozef Eerdekenstraat, 26
3001 Heverlee
BELGIQUE

Début de mandat: 29-01-2018

Fin de mandat: 20-06-2023

Administrateur

SPREDS SA

BE 0837.496.614
Place Sainte Gudule 5
1000 Bruxelles-Ville
BELGIQUE

Début de mandat: 13-09-2013

Fin de mandat: 20-06-2019

Administrateur

Représenté directement ou indirectement par:

DE RADZITZKY D'OSTROWICK Charles-Albert

Gérant
Rue du Bourgemestre 22
1050 Ixelles
BELGIQUE

YA-K CONSULTING SA

BE 0476.051.353
Rue du Printemps 4
1380 Couture-Saint-Germain
BELGIQUE

Début de mandat: 13-09-2013

Fin de mandat: 20-06-2019

Administrateur

Représenté directement ou indirectement par:

VAN DER MEERSCHEN Gilles

rue du Printemps, 4
1380 Lasne
BELGIQUE

N°	BE 0538.839.354		A 2.1
----	-----------------	--	-------

OLISA SPRL

BE 0837.302.416

rue de Bayarmont 52

1390 Grez-Doiceau

BELGIQUE

Début de mandat: 27-01-2017

Fin de mandat: 29-01-2018

Administrateur

Représenté directement ou indirectement par:

DE DUVE Olivier

rue de Bayarmont 52

1390 Grez-Doiceau

BELGIQUE

ERNST & YOUNG REVISEURS D'ENTREPRISES SCRL (B00160)

BE 0446.334.711

De Kleetlaan, 2

1831 Diegem

BELGIQUE

Début de mandat: 20-06-2017

Fin de mandat: 20-06-2020

Commissaire

Représenté directement ou indirectement par:

HUBIN Jean François

Réviseur d'entreprise

De Kleetlaan, 2

1831 Diegem

BELGIQUE

N°	BE 0538.839.354	A 2.2
----	-----------------	-------

DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE

L'organe de gestion déclare qu'aucune mission de vérification ou de redressement n'a été confiée à une personne qui n'y est pas autorisée par la loi, en application des articles 34 et 37 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

Les comptes annuels ont été vérifiés ou corrigés par un expert-comptable externe, par un réviseur d'entreprises qui n'est pas le commissaire.

Dans l'affirmative, sont mentionnés dans le tableau ci-dessous: les nom, prénoms, profession et domicile; le numéro de membre auprès de son institut et la nature de la mission:

- A. La tenue des comptes de l'entreprise*,
- B. L'établissement des comptes annuels*,
- C. La vérification des comptes annuels et/ou
- D. Le redressement des comptes annuels.

Si des missions visées sous A. ou sous B. ont été accomplies par des comptables agréés ou par des comptables-fiscalistes agréés, peuvent être mentionnés ci-après: les nom, prénoms, profession et domicile de chaque comptable agréé ou comptable-fiscaliste agréé et son numéro de membre auprès de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés ainsi que la nature de sa mission.

Nom, prénoms, profession, domicile	Numéro de membre	Nature de la mission (A, B, C et/ou D)
BECOVFIDUS SOCIETE CIVILE SPRL BE 0425.375.385 av du Cor de Chasse 21 1170 Watermael-Boitsfort BELGIQUE	20495 3F 83	A B

* Mention facultative.

COMPTES ANNUELS

BILAN APRÈS RÉPARTITION

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIF				
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT		20		
ACTIFS IMMOBILISÉS		21/28		
Immobilisations incorporelles	6.1.1	21		
Immobilisations corporelles	6.1.2	22/27		
Terrains et constructions		22		
Installations, machines et outillage		23		
Mobilier et matériel roulant		24		
Location-financement et droits similaires		25		
Autres immobilisations corporelles		26		
Immobilisations en cours et acomptes versés		27		
Immobilisations financières	6.1.3	28		
ACTIFS CIRCULANTS		29/58	<u>377.260</u>	<u>538.318</u>
Créances à plus d'un an		29		
Créances commerciales		290		
Autres créances		291		
Stocks et commandes en cours d'exécution		3		
Stocks		30/36		
Commandes en cours d'exécution		37		
Créances à un an au plus		40/41	19.812	25.001
Créances commerciales		40	7.304	14.402
Autres créances		41	12.509	10.600
Placements de trésorerie		50/53		
Valeurs disponibles		54/58	357.448	513.316
Comptes de régularisation		490/1		
TOTAL DE L'ACTIF		20/58	377.260	538.318

N°	BE 0538.839.354	A 3.2
----	-----------------	-------

Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
	PASSIF		
	CAPITAUX PROPRES		
	10/15	61.500	61.500
	Capital		
	10	61.500	61.500
	Capital souscrit	61.500	61.500
	100		
	Capital non appelé		
	101		
	Primes d'émission		
	11		
	Plus-values de réévaluation		
	12		
	Réserves		
	13		
	Réserve légale	130	
	130		
	Réserves indisponibles	131	
	131		
	Pour actions propres	1310	
	1310		
	Autres	1311	
	1311		
	Réserves immunisées	132	
	132		
	Réserves disponibles	133	
	133		
	Bénéfice (Perte) reporté(e)		
	(+)/(-)		
	14		
	Subsides en capital		
	15		
	Avance aux associés sur répartition de l'actif net		
	19		
	PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS		
	16		
	Provisions pour risques et charges		
	160/5		
	Pensions et obligations similaires	160	
	160		
	Charges fiscales	161	
	161		
	Grosses réparations et gros entretien	162	
	162		
	Obligations environnementales	163	
	163		
	Autres risques et charges	164/5	
	164/5		
	Impôts différés		
	168		
	DETTES		
	17/49	315.760	476.818
	Dettes à plus d'un an		
6.3	17		
	Dettes financières	170/4	
	170/4		
	Etablissements de crédit, dettes de location-financement et dettes assimilées	172/3	
	172/3		
	Autres emprunts	174/0	
	174/0		
	Dettes commerciales	175	
	175		
	Acomptes reçus sur commandes	176	
	176		
	Autres dettes	178/9	
	178/9		
	Dettes à un an au plus		
6.3	42/48	315.760	476.818
	Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	
	42		
	Dettes financières	43	
	43		
	Etablissements de crédit	430/8	
	430/8		
	Autres emprunts	439	
	439		
	Dettes commerciales	44	29.311
	44	29.311	
	Fournisseurs	440/4	29.311
	440/4	29.311	
	Effets à payer	441	
	441		
	Acomptes reçus sur commandes	46	
	46		
	Dettes fiscales, salariales et sociales	45	
	45		
	Impôts	450/3	
	450/3		
	Rémunérations et charges sociales	454/9	
	454/9		
	Autres dettes	47/48	286.450
	47/48	286.450	476.818
	Comptes de régularisation		
	492/3		
	TOTAL DU PASSIF	377.260	538.318
	10/49		

COMPTE DE RÉSULTATS

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Produits et charges d'exploitation				
Marge brute d'exploitation (+)/(-)		9900	5.348	3.317
Dont: produits d'exploitation non récurrents		76A		
Chiffre d'affaires		70		
Approvisionnements, marchandises, services et biens divers		60/61		
Rémunérations, charges sociales et pensions (+)/(-)	6.4	62		
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		630		
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises) (+)/(-)		631/4		
Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises) (+)/(-)		635/8		
Autres charges d'exploitation		640/8	868	885
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)		649		
Charges d'exploitation non récurrentes		66A		
Bénéfice (Perte) d'exploitation (+)/(-)		9901	4.480	2.432
Produits financiers	6.4	75/76B		5
Produits financiers récurrents		75		5
Dont: subsides en capital et en intérêts		753		
Produits financiers non récurrents		76B		
Charges financières	6.4	65/66B	4.480	2.437
Charges financières récurrentes		65	4.480	2.437
Charges financières non récurrentes		66B		
Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts (+)/(-)		9903		
Prélèvements sur les impôts différés		780		
Transfert aux impôts différés		680		
Impôts sur le résultat (+)/(-)		67/77		
Bénéfice (Perte) de l'exercice (+)/(-)		9904		
Prélèvements sur les réserves immunisées		789		
Transfert aux réserves immunisées		689		
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter (+)/(-)		9905		

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

		Codes	Exercice	Exercice précédent
Bénéfice (Perte) à affecter	(+)/(-)	9906		
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	(+)/(-)	9905		
Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent	(+)/(-)	14P		
Prélèvements sur les capitaux propres		791/2		
Affectations aux capitaux propres		691/2		
au capital et aux primes d'émission		691		
à la réserve légale		6920		
aux autres réserves		6921		
Bénéfice (Perte) à reporter	(+)/(-)	14		
Intervention d'associés dans la perte		794		
Bénéfice à distribuer		694/7		
Rémunération du capital		694		
Administrateurs ou gérants		695		
Employés		696		
Autres allocataires		697		

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

GARANTIES PERSONNELLES CONSTITUÉES OU IRRÉVOCABLEMENT PROMISES PAR L'ENTREPRISE POUR SÛRETÉ DE DETTES OU D'ENGAGEMENTS DE TIERS

Dont

Effets de commerce en circulation endossés par l'entreprise

GARANTIES RÉELLES

Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de l'entreprise

Hypothèques

Valeur comptable des immeubles grevés

Montant de l'inscription

Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription

Gages sur d'autres actifs - Valeur comptable des actifs gagés

Sûretés constituées sur actifs futurs - Montant des actifs en cause

Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de tiers

Hypothèques

Valeur comptable des immeubles grevés

Montant de l'inscription

Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription

Gages sur d'autres actifs - Valeur comptable des actifs gagés

Sûretés constituées sur actifs futurs - Montant des actifs en cause

Codes	Exercice
9149	
9150	
9161	
9171	
9181	
9191	286.450
9201	
9162	
9172	
9182	
9192	
9202	

MONTANT, NATURE ET FORME DES LITIGES ET AUTRES ENGAGEMENTS IMPORTANTS

Exercice

RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE PENSION DE RETRAITE OU DE SURVIE INSTAURÉS AU PROFIT DU PERSONNEL OU DES DIRIGEANTS

Description succincte

Mesures prises pour en couvrir la charge

PENSIONS DONT LE SERVICE INCOMBE À L'ENTREPRISE ELLE-MÊME

Montant estimé des engagements résultant de prestations déjà effectuées

Bases et méthodes de cette estimation

Code	Exercice
9220	

NATURE ET OBJECTIF COMMERCIAL DES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN

A condition que les risques ou les avantages découlant de ces opérations soient significatifs et dans la mesure où la divulgation des risques ou avantages soit nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de la société

Exercice

N°	BE 0538.839.354		A 6.5
----	-----------------	--	-------

AUTRES DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN DONT CEUX NON SUSCEPTIBLES D'ÊTRE QUANTIFIÉS

La société détient juridiquement des actifs au profit des investisseurs (" crowd ") pour un montant total de 14.224.779 EUR. Conformément à ses règles d'évaluation, ces montants sont comptabilisés hors bilan (avec un sous-compte pour chaque projet).

Exercice

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES, LES ENTREPRISES ASSOCIÉES, LES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES

ENTREPRISES LIÉES OU ASSOCIÉES

Garanties constituées en leur faveur

Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur

LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTRÔLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ENTREPRISE SANS ÊTRE LIÉES À CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTRÔLÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES

Créances sur les personnes précitées

Conditions principales des créances, taux d'intérêt, durée, montants éventuellement remboursés, annulés ou auxquels il a été renoncé

Créance commerciale

Créance en C/c résultant de paiements erronés, 0% intérêts

Garanties constituées en leur faveur

Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur

Codes	Exercice
9294	
9295	
9500	17.682
9501	
9502	

LE(S) COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS)

Mandat 2018

Exercice
10.048

TRANSACTIONS CONCLUES, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, EN DEHORS DES CONDITIONS DE MARCHÉ NORMALES

Avec des personnes détenant une participation dans l'entreprise

Nature des transactions

Néant

Avec des entreprises dans lesquelles l'entreprise détient une participation

Nature des transactions

Néant

Avec des membres des organes d'administration, de gestion ou de surveillance de l'entreprise

Nature des transactions

Néant

Exercice

N°	BE 0538.839.354		A 6.7
----	-----------------	--	-------

DÉCLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Informations à compléter par l'entreprise si elle est filiale ou filiale commune

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, numéro d'entreprise de l'(des) entreprise(s) mère(s) et indication si cette (ces) entreprise(s) mère(s) établit (établissent) et publie(nt) des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation*:

Spreds sa

BE 0837.496.614

Place Sainte Gudule, 5

1000 Bruxelles

BELGIQUE

* Si les comptes de l'entreprise sont consolidés à plusieurs niveaux, les renseignements sont donnés pour l'ensemble le plus petit d'entreprises dont la société fait partie en tant que filiale et pour lequel des comptes consolidés sont établis et publiés.

N°	BE 0538.839.354	A 6.8
----	-----------------	-------

RÈGLES D'ÉVALUATION

Immobilisations financières :

Les actions détenues dans la rubrique " immobilisations financières" sont acquises pour le bénéfice économique de Spreds Finance font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value durable.

Les actifs (actions, obligations ou prêts) détenus juridiquement par la société en son nom propre mais intégralement pour compte et aux risques des investisseurs (crowd, détenteurs des obligations ou " Notes Participatives " émises par la société), et les Notes Participatives émises par la société, sont présentés dans les comptes d'ordre (comptes 074 et 075 du hors-bilan), et à la page A6.5 des comptes annuels, parmi les " autres droits et engagements hors bilan".

Créances commerciales : à la valeur nominale.

Dettes commerciales : à la valeur nominale.

Montants en devises : écarts de conversion comptabilisées à chaque paiement. Ajustement des avoirs & dettes en devises s/ base du taux au 31/12. Comptabilisation des écarts de conversion latente négatives (créances & dettes) à la date de clôture.

Règles d'évaluation

Comptabilité par compartiment

Comme requis par l'article 28, §1er, 5° de la loi " crowdfunding " du 18 décembre 2016, chaque participation prise ou prêt accordé par la société à un même émetteur-entrepreneur est logé dans un compartiment distinct dans le patrimoine de la société, la comptabilité du véhicule étant tenue par compartiment.

Notes et actifs sous-jacents

Les actifs (actions, obligations ou prêts) détenus juridiquement par la société en son nom propre mais intégralement pour compte et aux risques des investisseurs (crowd, détenteurs des obligations ou " Notes Participatives " émises par la société), et les Notes Participatives émises par la société, sont présentés dans les comptes d'ordre (comptes 074 et 075 du hors-bilan), et à la page A 6.5 des comptes annuels, parmi les " autres droits et engagements hors bilan ".

Faisant application de l'article 29 de l'AR du 30 janvier 2001, le Conseil d'administration est d'avis que cette présentation hors bilan est la plus appropriée, afin de donner une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société, pour les raisons suivantes:

- 1) Les notes constituent des engagements de la société, liés à un ou plusieurs actifs sous-jacents. L'obligation de remboursement du capital et le paiement d'un intérêt dépend de la valeur et du rendement de ces actifs sous-jacents, de telle sorte que les notes ne constituent pas des obligations au sens du Code des Sociétés. Les actifs dans lesquels le produit de l'émission des Notes est investi, et tous les produits générés par ces actifs, forment les actifs sous-jacents des Notes. Ces actifs constituent une entité patrimoniale distincte constituée en son sein (un " compartiment ").
- 2) Les Notes ne confèrent à leurs titulaires aucun droit excédant les sommes que la société percevra effectivement des actifs sous-jacents correspondant aux Notes. Ceci est prévu dans les statuts de la société, et dans les " terms & conditions " des Notes. Ces dernières stipulent en effet que les droits et recours des titulaires de Notes sont limités aux seuls actifs du compte auquel ils ont souscrit, et que les titulaires de Notes renoncent aux droits qu'ils pourraient avoir d'exercer tout recours sur tout autre actif de la société et en particulier sur des titres et droits de la société dans ou contre toute autre sous-jacent que le sous-jacent correspondant aux Notes auxquelles ils ont souscrit. Ceci est également confirmé par l'article 28 § 1er, 5° de la loi " crowdfunding " du 18 décembre 2016, qui stipule que les actifs d'un compartiment déterminé répondent exclusivement des droits des investisseurs relatifs à ce compartiment.
- 3) Les compartiments distincts mentionnés sous le point 1 ci-dessus ne sont pas dotés d'une personnalité juridique propre, mais constituent des entités patrimoniales d'affectation reconnues par la loi " crowdfunding ". La division patrimoniale ainsi réalisée par la société en son sein est dès lors opposable aux tiers, et en particulier aux créanciers de la société qui détiendraient des créances non liées aux actifs sous-jacents. En d'autres termes, en cas de faillite de la société, les actifs sous-jacents détenus par la société, et les Notes émises, ne feraient pas partie de la masse faillite.

En sus de cette disposition légale, trois mesures protectrices ont été prises par la société :

- selon ses statuts, la société ne peut conclure de contrat avec un tiers sans obtenir le consentement de celui-ci à renoncer, dans la mesure où c'est permis par la loi, à tout droit ou recours sur les actifs sous-jacents aux Notes ;
- les frais généraux de la société sont limités du fait que la société n'a pas de personnel, et sont supportés par Spreds SA, qui est tenue contractuellement soit de supporter directement ces frais généraux, soit de les déduire de la rémunération à laquelle elle a droit. Il en résulte que la société devrait normalement avoir un résultat nul ;
- enfin, Spreds SA garantit contractuellement toutes les dettes éventuelles de la société autres que les dettes correspondant aux Notes. Ces mesures permettent de réduire le risque de faillite de la société.

4) Les éventuels revenus en provenance des actifs sous-jacents (intérêts, dividendes ou capitaux résultant de la cession ou du remboursement des actifs) seront rétrocédés aux propriétaires des Notes dans un délai court (maximum 15 jours). Entre le moment où ces revenus seront perçus, et le moment où ils seront versés aux titulaires des Notes, les liquidités et les dettes correspondantes seront présentées dans le bilan.

5) Si le rendement retiré d'un actif sous-jacent excède un rendement annuel de 5%, une partie du rendement excédentaire est prélevé par la société. Cependant, ce rendement sera, le cas échéant, rétrocédé par la société à Spreds SA, de sorte qu'aucun revenu ne sera conservé par la société sur les Notes et les actifs sous-jacent correspondants.

Eu égard aux arguments qui précèdent, le conseil d'administration estime que les actifs sous-jacents sont, en substance, détenus par la société à titre fiduciaire et que, dès lors, une présentation hors-bilan des Notes et des actifs sous-jacents correspondant est appropriée. Cette présentation hors-bilan est d'ailleurs cohérente avec la structure transparente mise en place permettant un régime de transparence fiscale, tel que confirmé par le Service des Décisions Anticipées. En effet, la société a été conseillée par le Professeur A. Haelterman qui a obtenu une déclaration du Service des Décisions Anticipée que, bien que les notes ont un champ d'application plus large que les certificats sur actions (qui sont limités aux actions belges, alors que les notes peuvent porter sur des actions non belges ou des instruments de dette), elles participent à la même approche pass-through par laquelle le détenteur de la note est réputé obtenir le revenu ou gain de l'actif sous-jacent, directement.

Les Mémoires des Notes Participatives reflètent

- l'existence de la garantie accordée par Spreds SA,
- l'engagement de la société de transférer les produits reçus sur les actifs sous-jacent dans un délai court (15 jours),
- les effets fiscaux obtenus par la société
- et le fait que les actifs sous-jacents et les Notes sont comptabilisés hors-bilan.

Sommes perçues par la société, et non encore investies

Les sommes d'argent reçues par la société en vue d'être investies dans des actifs sous-jacent, mais qui ne font pas encore l'objet d'un investissement (par exemple, parce que les conditions nécessaires à un investissement ne sont pas encore réunies, ou parce que l'opération est annulée), sont susceptibles de devoir être remboursées aux investisseurs (" crowd "), et sont dès lors présentées dans le bilan, dans les rubriques 55 " valeurs disponibles " et 48 " dettes diverses ". Ces rubriques font l'objet d'une décomposition par compartiment.

Estimation de l'influence de la dérogation (article 29 de l'AR du 30 janvier 2001) sur le patrimoine et la situation financière de la société Si les Notes émises par la société et les actifs sous-jacents correspondant avaient été présentés dans le bilan, et non hors-bilan, le total des actifs et des passifs serait plus élevé de 14.224.779 EUR.

Les montants repris dans les comptes d'ordre (comptes 074 et 075 du hors-bilan), et les "autres droits et engagements hors bilan" à la page A 6.5 des comptes annuels, sont adaptés comme suit:

- lorsqu'une participation ou une créance sont considérés comme non récupérables, mais qu'une procédure de faillite éventuelle n'est pas encore clôturée, les comptes 074 et 075 correspondants sont mis à 0,
- lorsqu'une entreprise, dans laquelle une participations a été prise ou à laquelle un crédit a été octroyé, est en faillite et que cette faillite est clôturée, les comptes 074 et 075 correspondants sont soldés et disparaissent,
- lorsqu'un investissement est réalisé/récupéré par Spreds Finance, et que la Note correspondante est remboursée au " crowd ", et qu'il n'y a plus aucun actif (ni créance) dans le compartiment afférent, les comptes 074 et 075 correspondants sont soldés et disparaissent.

N°	BE 0538.839.354	A 8
----	-----------------	-----

STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT DE L'ENTREPRISE À LA DATE DE CLÔTURE DE SES COMPTES

telle qu'elle résulte des déclarations reçues par l'entreprise en vertu du Code des sociétés, art. 631 §2 et art. 632 §2; de la loi du 2 mai 2007 relative à la publicité des participations importantes, art. 14 alinéa 4; de l'arrêté royal du 21 août 2008 fixant les règles complémentaires applicables à certains systèmes multilatéraux de négociation, art. 5.

DÉNOMINATION des personnes détenant des droits sociaux dans la société, avec mention de L'ADRESSE (du siège statutaire pour les personnes morales) et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus			
	Nature	Nombre de droits de vote		%
		Attachés à des titres	Non liés à des titres	
Spreds BE 0837.496.614 Place Ste Gudule 5 1000 Bruxelles BELGIQUE	Parts sociales	61.499		99,99

Rapport du commissaire à l'assemblée générale de Spreds Finance sa pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre opinion sur le bilan au 31 décembre 2018, le compte de résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et les annexes formant ensemble les « Comptes Annuels », présentés sous le format du modèle abrégé, ainsi que notre rapport sur d'autres obligations légales et règlementaires. Ces rapports constituent un ensemble et sont inséparables.

Nous avons été nommés commissaire par l'assemblée générale du 20 juin 2017, conformément à la proposition de l'organe de gestion. Notre mandat vient à l'échéance à la date de l'assemblée générale qui délibérera sur les comptes annuels au 31 décembre 2019. Nous avons exercé le contrôle légal des Comptes Annuels durant 5 exercices consécutifs.

Rapport sur l'audit des Comptes Annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des Comptes Annuels de Spreds Finance sa (« la Société »), comprenant le bilan au 31 décembre 2018, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à € 377.260 et dont le compte de résultats se solde par un résultat de l'exercice de € 0.

A notre avis, les Comptes Annuels de la Société donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2018, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique et présentés sous le format du modèle abrégé.

Fondement de notre opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (International Standards on Auditing - ("ISA")). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section "Nos responsabilités pour l'audit des Comptes Annuels" du présent rapport.

Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui sont pertinentes pour notre audit des Comptes Annuels en Belgique, y compris celles relatives à l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit et nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de l'organe de gestion dans le cadre de l'établissement des Comptes Annuels

L'organe de gestion est responsable de l'établissement des Comptes Annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique en utilisant le modèle abrégé ainsi que le contrôle interne que l'organe de gestion estime nécessaire à l'établissement de Comptes Annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Dans le cadre de l'établissement des Comptes Annuels, l'organe de gestion est chargé d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe de gestion a l'intention de mettre la Société en liquidation ou de cesser ses activités, ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.



Building a better
working world

Rapport du commissaire du 6 juin 2019 sur les Comptes Annuels
de Spreds Finance sa pour l'exercice clos
le 31 décembre 2018 (suite)

Nos responsabilités pour l'audit des Comptes Annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les Comptes Annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit effectué selon les ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative lorsqu'elle existe. Des anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles puissent, individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des Comptes Annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit selon les normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et nous faisons preuve d'esprit critique tout au long de l'audit. Nous effectuons également les procédures suivantes:

- ▶ L'identification et l'évaluation des risques que les Comptes Annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, la définition et la mise en œuvre de procédures d'audit en réponse à ces risques et le recueil d'éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie provenant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- ▶ La prise de connaissance suffisante du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de

définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;

- ▶ L'appréciation du caractère approprié des règles d'évaluation retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, de même que des informations fournies par l'organe de gestion les concernant;
- ▶ Conclure sur le caractère approprié de l'application par l'organe de gestion du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les Comptes Annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Néanmoins, des événements ou des situations futures pourraient conduire la Société à cesser son exploitation ;
- ▶ Evaluer la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des Comptes Annuels, et évaluer si ces Comptes Annuels reflètent les transactions et les événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons à l'organe de gestion notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit ainsi que les constatations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de l'organe de gestion

L'organe de gestion est responsable de l'établissement et du contenu du rapport de gestion, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité, ainsi que du respect du Code des sociétés et des statuts de la Société.

Responsabilités du Commissaire

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme Belge complémentaire (Révisée) aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans tous les aspects significatifs, le rapport de gestion ainsi que le respect de certaines dispositions du Code des sociétés et les statuts, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion

A notre avis, après avoir effectué nos procédures spécifiques sur le rapport de gestion, le rapport de gestion concorde avec les Comptes Annuels et ce rapport de gestion a été établi conformément aux articles 95 et 96 du Code des sociétés.

Dans le cadre de notre audit des Comptes Annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base des renseignements obtenus lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information substantiellement fautive ou autrement trompeuse. Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer. En outre, nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur le rapport de gestion.

Mentions relatives à l'indépendance

- ▶ Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et est resté indépendant vis-à-vis de la société au cours de notre mandat.

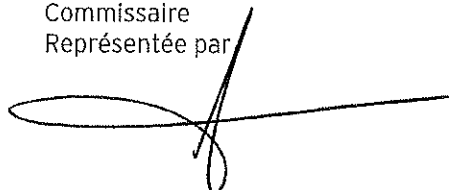
Il n'y a pas eu de missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des comptes annuels visées à l'article 134 du Code des sociétés qui ont fait l'objet d'honoraires.

Autres mentions

- ▶ Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique. Nous attirons l'attention sur l'annexe A 6.8 des comptes annuels, dans laquelle le Conseil d'Administration justifie la dérogation prévue à l'article 29 de l'Arrêté Royal du 30 janvier 2001, et en estime l'influence.
- ▶ L'affectation des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- ▶ Nous n'avons pas connaissance d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés qui devrait être mentionnée dans notre rapport à l'exception du dépassement du délai légal de publication des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016 auprès de la Banque Nationale de Belgique.

Bruxelles, le 6 juin 2019

Ernst & Young Réviseurs d'Entreprises SCRL
Commissaire
Représentée par



Jean-François Hubin*
Associé
*Agissant au nom d'une SPRL

19JFH0229

20	07/07/2020	BE 0538.839.354	18	EUR		
NAT.	Date du dépôt	N°	P.	D.	20288.00347	A 1.1

**COMPTES ANNUELS ET AUTRES DOCUMENTS À
DÉPOSER EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS**

DONNÉES D'IDENTIFICATION (à la date du dépôt)

Dénomination: **Spreds Finance**

Forme juridique: Société anonyme

Adresse: Place Sainte Gudule

N°: 5

Boîte:

Code postal: 1000

Commune: Bruxelles

Pays: Belgique

Registre des personnes morales (RPM) - Tribunal de l'entreprise de: Bruxelles, francophone

Adresse Internet:

Numéro d'entreprise

BE 0538.839.354

Date du dépôt de l'acte constitutif ou du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts.

01-02-2018

COMPTES ANNUELS EN EUROS approuvés par l'assemblée générale du

22-06-2020

et relatifs à l'exercice couvrant la période du

01-01-2019

au

31-12-2019

Exercice précédent du

01-01-2018

au

31-12-2018

Les montants relatifs à l'exercice précédent sont identiques à ceux publiés antérieurement.

Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans objet:

A 6.1.1, A 6.1.2, A 6.1.3, A 6.2, A 6.3, A 6.4, A 6.9, A 7.1, A 7.2, A 9, A 10, A 12, A 13, A 14, A 15, A 16, A 17, A 18, A 19

Ce compte annuel ne concerne pas une société soumise aux dispositions du nouveau Code des sociétés et associations du 23 mars 2019.

N°	BE 0538.839.354	A 2.1
----	-----------------	-------

**LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS
ET COMMISSAIRES ET DÉCLARATION
CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION
OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE**

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES

LISTE COMPLÈTE des nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de l'entreprise

SCHOTERS Simon

Jozef Eerdekenstraat, 26
3001 Heverlee
BELGIQUE

Début de mandat: 29-01-2018

Fin de mandat: 20-06-2019

Administrateur

SPREDS SA

BE 0837.496.614
Place Sainte Gudule 5
1000 Bruxelles-Ville
BELGIQUE

Début de mandat: 13-09-2013

Fin de mandat: 20-06-2025

Administrateur

Représenté directement ou indirectement par:

DE RADZITZKY D'OSTROWICK Charles-Albert

Gérant
Rue du Bourgemestre 22
1050 Ixelles
BELGIQUE

YA-K CONSULTING SA

BE 0476.051.353
Rue du Printemps 4
1380 Couture-Saint-Germain
BELGIQUE

Début de mandat: 13-09-2013

Fin de mandat: 20-06-2025

Administrateur

Représenté directement ou indirectement par:

VAN DER MEERSCHEN Gilles

rue du Printemps, 4
1380 Lasne
BELGIQUE

IMPACT SQUARE SRL

BE 0682.786.067
square Josephine-Charlotte 6
1200 Woluwe-Saint-Lambert
BELGIQUE

Début de mandat: 20-06-2019

Fin de mandat: 20-06-2025

Administrateur

Représenté directement ou indirectement par:

N°	BE 0538.839.354		A 2.1
----	-----------------	--	-------

HOUTART Alex

Square Joséphine-Charlotte 6/
1200 Woluwe-Saint-Lambert
BELGIQUE

EY RÉVISEURS D'ENTREPRISES SRL (B00160)

BE 0446.334.711

De Kleetlaan, 2

1831 Diegem

BELGIQUE

Début de mandat: 20-06-2017

Fin de mandat: 20-06-2020

Commissaire

Représenté directement ou indirectement par:

HUBIN Jean François

Réviser d'entreprise

De Kleetlaan, 2

1831 Diegem

BELGIQUE

N°	BE 0538.839.354	A 2.2
----	-----------------	-------

DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE

L'organe de gestion déclare qu'aucune mission de vérification ou de redressement n'a été confiée à une personne qui n'y est pas autorisée par la loi, en application des articles 34 et 37 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

Les comptes annuels ont été vérifiés ou corrigés par un expert-comptable externe, par un réviseur d'entreprises qui n'est pas le commissaire.

Dans l'affirmative, sont mentionnés dans le tableau ci-dessous: les nom, prénoms, profession et domicile; le numéro de membre auprès de son institut et la nature de la mission:

- A. La tenue des comptes de l'entreprise*,
- B. L'établissement des comptes annuels*,
- C. La vérification des comptes annuels et/ou
- D. Le redressement des comptes annuels.

Si des missions visées sous A. ou sous B. ont été accomplies par des comptables agréés ou par des comptables-fiscalistes agréés, peuvent être mentionnés ci-après: les nom, prénoms, profession et domicile de chaque comptable agréé ou comptable-fiscaliste agréé et son numéro de membre auprès de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés ainsi que la nature de sa mission.

Nom, prénoms, profession, domicile	Numéro de membre	Nature de la mission (A, B, C et/ou D)
BECOVFIDUS SRL BE 0425.375.385 av du Cor de Chasse 21 1170 Watermael-Boitsfort BELGIQUE	20495 3F 83	A B

* Mention facultative.

COMPTES ANNUELS

BILAN APRÈS RÉPARTITION

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIF				
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT		20		
ACTIFS IMMOBILISÉS		21/28		
Immobilisations incorporelles	6.1.1	21		
Immobilisations corporelles	6.1.2	22/27		
Terrains et constructions		22		
Installations, machines et outillage		23		
Mobilier et matériel roulant		24		
Location-financement et droits similaires		25		
Autres immobilisations corporelles		26		
Immobilisations en cours et acomptes versés		27		
Immobilisations financières	6.1.3	28		
ACTIFS CIRCULANTS		29/58	81.180	377.260
Créances à plus d'un an		29		
Créances commerciales		290		
Autres créances		291		
Stocks et commandes en cours d'exécution		3		
Stocks		30/36		
Commandes en cours d'exécution		37		
Créances à un an au plus		40/41	4.697	19.812
Créances commerciales		40	3.697	7.304
Autres créances		41	1.000	12.509
Placements de trésorerie		50/53		
Valeurs disponibles		54/58	76.483	357.448
Comptes de régularisation		490/1		
TOTAL DE L'ACTIF		20/58	81.180	377.260

N°	BE 0538.839.354	A 3.2
----	-----------------	-------

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
PASSIF				
CAPITAUX PROPRES		10/15	<u>61.500</u>	<u>61.500</u>
Capital		10	<u>61.500</u>	<u>61.500</u>
Capital souscrit		100	61.500	61.500
Capital non appelé		101		
Primes d'émission		11		
Plus-values de réévaluation		12		
Réserves		13		
Réserve légale		130		
Réserves indisponibles		131		
Pour actions propres		1310		
Autres		1311		
Réserves immunisées		132		
Réserves disponibles		133		
Bénéfice (Perte) reporté(e) (+)/(-)		14		
Subsides en capital		15		
Avance aux associés sur répartition de l'actif net		19		
PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS		16		
Provisions pour risques et charges		160/5		
Pensions et obligations similaires		160		
Charges fiscales		161		
Grosses réparations et gros entretien		162		
Obligations environnementales		163		
Autres risques et charges		164/5		
Impôts différés		168		
DETTES		17/49	<u>19.680</u>	<u>315.760</u>
Dettes à plus d'un an	6.3	17		
Dettes financières		170/4		
Etablissements de crédit, dettes de location-financement et dettes assimilées		172/3		
Autres emprunts		174/0		
Dettes commerciales		175		
Acomptes reçus sur commandes		176		
Autres dettes		178/9		
Dettes à un an au plus	6.3	42/48	<u>19.680</u>	<u>315.760</u>
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année		42		
Dettes financières		43	250	
Etablissements de crédit		430/8		
Autres emprunts		439	250	
Dettes commerciales		44	10.867	29.311
Fournisseurs		440/4	10.867	29.311
Effets à payer		441		
Acomptes reçus sur commandes		46		
Dettes fiscales, salariales et sociales		45		
Impôts		450/3		
Rémunérations et charges sociales		454/9		
Autres dettes		47/48	8.563	286.450
Comptes de régularisation		492/3		
TOTAL DU PASSIF		10/49	<u>81.180</u>	<u>377.260</u>

COMPTE DE RÉSULTATS

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Produits et charges d'exploitation				
Marge brute d'exploitation (+)/(-)		9900	3.459	5.348
Dont: produits d'exploitation non récurrents		76A		
Chiffre d'affaires		70		
Approvisionnements, marchandises, services et biens divers		60/61		
Rémunérations, charges sociales et pensions (+)/(-)	6.4	62		
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		630		
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises) (+)/(-)		631/4		
Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises) (+)/(-)		635/8		
Autres charges d'exploitation		640/8	348	868
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)		649		
Charges d'exploitation non récurrentes		66A		
Bénéfice (Perte) d'exploitation (+)/(-)		9901	3.111	4.480
Produits financiers	6.4	75/76B	59	
Produits financiers récurrents		75	59	
Dont: subsides en capital et en intérêts		753		
Produits financiers non récurrents		76B		
Charges financières	6.4	65/66B	3.170	4.480
Charges financières récurrentes		65	3.170	4.480
Charges financières non récurrentes		66B		
Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts (+)/(-)		9903		
Prélèvements sur les impôts différés		780		
Transfert aux impôts différés		680		
Impôts sur le résultat (+)/(-)		67/77		
Bénéfice (Perte) de l'exercice (+)/(-)		9904		
Prélèvements sur les réserves immunisées		789		
Transfert aux réserves immunisées		689		
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter (+)/(-)		9905		

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

		Codes	Exercice	Exercice précédent
Bénéfice (Perte) à affecter	(+)/(-)	9906		
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	(+)/(-)	9905		
Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent	(+)/(-)	14P		
Prélèvements sur les capitaux propres		791/2		
Affectations aux capitaux propres		691/2		
au capital et aux primes d'émission		691		
à la réserve légale		6920		
aux autres réserves		6921		
Bénéfice (Perte) à reporter	(+)/(-)	14		
Intervention d'associés dans la perte		794		
Bénéfice à distribuer		694/7		
Rémunération du capital		694		
Administrateurs ou gérants		695		
Employés		696		
Autres allocataires		697		

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

GARANTIES PERSONNELLES CONSTITUÉES OU IRRÉVOCABLEMENT PROMISES PAR L'ENTREPRISE POUR SÛRETÉ DE DETTES OU D'ENGAGEMENTS DE TIERS

Dont

Effets de commerce en circulation endossés par l'entreprise

GARANTIES RÉELLES

Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de l'entreprise

Hypothèques

Valeur comptable des immeubles grevés

Montant de l'inscription

Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription

Gages sur d'autres actifs - Valeur comptable des actifs gagés

Sûretés constituées sur actifs futurs - Montant des actifs en cause

Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de tiers

Hypothèques

Valeur comptable des immeubles grevés

Montant de l'inscription

Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription

Gages sur d'autres actifs - Valeur comptable des actifs gagés

Sûretés constituées sur actifs futurs - Montant des actifs en cause

Codes	Exercice
9149	
9150	
9161	
9171	
9181	
9191	
9201	
9162	
9172	
9182	
9192	
9202	

MONTANT, NATURE ET FORME DES LITIGES ET AUTRES ENGAGEMENTS IMPORTANTS

Exercice

RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE PENSION DE RETRAITE OU DE SURVIE INSTAURÉS AU PROFIT DU PERSONNEL OU DES DIRIGEANTS

Description succincte

Mesures prises pour en couvrir la charge

PENSIONS DONT LE SERVICE INCOMBE À L'ENTREPRISE ELLE-MÊME

Montant estimé des engagements résultant de prestations déjà effectuées

Bases et méthodes de cette estimation

Code	Exercice
9220	

NATURE ET OBJECTIF COMMERCIAL DES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN

A condition que les risques ou les avantages découlant de ces opérations soient significatifs et dans la mesure où la divulgation des risques ou avantages soit nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de la société

Exercice

AUTRES DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN DONT CEUX NON SUSCEPTIBLES D'ÊTRE QUANTIFIÉS

La société détient juridiquement des actifs au profit des investisseurs (" crowd ") pour un montant total de 17.500.463 €. Conformément à ses règles d'évaluation, ces montants sont comptabilisés hors bilan (avec un sous-compte pour chaque projet).

La société détient juridiquement des valeurs disponibles pour des opérations en cours d'un montant total de 113.136 €. Ces montants sont comptabilisés hors bilan.

Exercice
0
0

N°	BE 0538.839.354	A 6.6
----	-----------------	-------

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES, LES ENTREPRISES ASSOCIÉES, LES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES

ENTREPRISES LIÉES OU ASSOCIÉES

Garanties constituées en leur faveur

Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur

LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTRÔLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ENTREPRISE SANS ÊTRE LIÉES À CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTRÔLÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES

Créances sur les personnes précitées

Conditions principales des créances, taux d'intérêt, durée, montants éventuellement remboursés, annulés ou auxquels il a été renoncé

Garanties constituées en leur faveur

Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur

Codes	Exercice
9294	
9295	
9500	
9501	
9502	

LE(S) COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS)

Mandat commissaire 2019 (hors tva)

Exercice
10.282

TRANSACTIONS CONCLUES, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, EN DEHORS DES CONDITIONS DE MARCHÉ NORMALES

Avec des personnes détenant une participation dans l'entreprise

Nature des transactions

Néant

Avec des entreprises dans lesquelles l'entreprise détient une participation

Nature des transactions

Néant

Avec des membres des organes d'administration, de gestion ou de surveillance de l'entreprise

Nature des transactions

Néant

Exercice

N°	BE 0538.839.354		A 6.7
----	-----------------	--	-------

DÉCLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Informations à compléter par l'entreprise si elle est filiale ou filiale commune

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, numéro d'entreprise de l'(des) entreprise(s) mère(s) et indication si cette (ces) entreprise(s) mère(s) établit (établissent) et publie(nt) des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation*:

Spreds sa

BE 0837.496.614

Place Sainte Gudule, 5

1000 Bruxelles

BELGIQUE

* Si les comptes de l'entreprise sont consolidés à plusieurs niveaux, les renseignements sont donnés pour l'ensemble le plus petit d'entreprises dont la société fait partie en tant que filiale et pour lequel des comptes consolidés sont établis et publiés.

N°	BE 0538.839.354	A 6.8
----	-----------------	-------

RÈGLES D'ÉVALUATION

Immobilisations financières :

Les actions détenues dans la rubrique " immobilisations financières" sont acquises pour le bénéfice économique de Spreds Finance font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value durable.

Les actifs (actions, obligations ou prêts) détenus juridiquement par la société en son nom propre mais intégralement pour compte et aux risques des investisseurs (crowd, détenteurs des obligations ou " Notes Participatives " émises par la société), et les Notes Participatives émises par la société, sont présentés dans les comptes d'ordre (comptes 074 et 075 du hors-bilan), et à la page A6.5 des comptes annuels, parmi les " autres droits et engagements hors bilan".

Créances commerciales : à la valeur nominale.

Dettes commerciales : à la valeur nominale.

Montants en devises : écarts de conversion comptabilisées à chaque paiement. Ajustement des avoirs & dettes en devises s/ base du taux au 31/12. Comptabilisation des écarts de conversion latente négatives (créances & dettes) à la date de clôture.

Règles d'évaluation

Comptabilité par compartiment

Comme requis par l'article 28, §1er, 5° de la loi " crowdfunding " du 18 décembre 2016, chaque participation prise ou prêt accordé par la société à un même émetteur-entrepreneur est logé dans un compartiment distinct dans le patrimoine de la société, la comptabilité du véhicule étant tenue par compartiment.

Notes et actifs sous-jacents

Les actifs (actions, obligations ou prêts) détenus juridiquement par la société en son nom propre mais intégralement pour compte et aux risques des investisseurs (crowd, détenteurs des obligations ou " Notes Participatives " émises par la société), et les Notes Participatives émises par la société, sont présentés dans les comptes d'ordre (comptes 074 et 075 du hors-bilan), et à la page A 6.5 des comptes annuels, parmi les " autres droits et engagements hors bilan ".

Faisant application de l'article 29 de l'AR du 30 janvier 2001, le Conseil d'administration est d'avis que cette présentation hors bilan est la plus appropriée, afin de donner une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société, pour les raisons suivantes:

- 1) Les notes constituent des engagements de la société, liés à un ou plusieurs actifs sous-jacents. L'obligation de remboursement du capital et le paiement d'un intérêt dépend de la valeur et du rendement de ces actifs sous-jacents, de telle sorte que les notes ne constituent pas des obligations au sens du Code des Sociétés. Les actifs dans lesquels le produit de l'émission des Notes est investi, et tous les produits générés par ces actifs, forment les actifs sous-jacents des Notes. Ces actifs constituent une entité patrimoniale distincte constituée en son sein (un " compartiment ").
- 2) Les Notes ne confèrent à leurs titulaires aucun droit excédant les sommes que la société percevra effectivement des actifs sous-jacents correspondant aux Notes. Ceci est prévu dans les statuts de la société, et dans les " terms & conditions " des Notes. Ces dernières stipulent en effet que les droits et recours des titulaires de Notes sont limités aux seuls actifs du compte auquel ils ont souscrit, et que les titulaires de Notes renoncent aux droits qu'ils pourraient avoir d'exercer tout recours sur tout autre actif de la société et en particulier sur des titres et droits de la société dans ou contre toute autre sous-jacent que le sous-jacent correspondant aux Notes auxquelles ils ont souscrit. Ceci est également confirmé par l'article 28 § 1er, 5° de la loi " crowdfunding " du 18 décembre 2016, qui stipule que les actifs d'un compartiment déterminé répondent exclusivement des droits des investisseurs relatifs à ce compartiment.
- 3) Les compartiments distincts mentionnés sous le point 1 ci-dessus ne sont pas dotés d'une personnalité juridique propre, mais constituent des entités patrimoniales d'affectation reconnues par la loi " crowdfunding ". La division patrimoniale ainsi réalisée par la société en son sein est dès lors opposable aux tiers, et en particulier aux créanciers de la société qui détiendraient des créances non liées aux actifs sous-jacents. En d'autres termes, en cas de faillite de la société, les actifs sous-jacents détenus par la société, et les Notes émises, ne feraient pas partie de la masse faillite.

En sus de cette disposition légale, trois mesures protectrices ont été prises par la société :

- selon ses statuts, la société ne peut conclure de contrat avec un tiers sans obtenir le consentement de celui-ci à renoncer, dans la mesure où c'est permis par la loi, à tout droit ou recours sur les actifs sous-jacents aux Notes ;
- les frais généraux de la société sont limités du fait que la société n'a pas de personnel, et sont supportés par Spreds SA, qui est tenue contractuellement soit de supporter directement ces frais généraux, soit de les déduire de la rémunération à laquelle elle a droit. Il en résulte que la société devrait normalement avoir un résultat nul ;
- enfin, Spreds SA garantit contractuellement toutes les dettes éventuelles de la société autres que les dettes correspondant aux Notes. Ces mesures permettent de réduire le risque de faillite de la société.

4) Les éventuels revenus en provenance des actifs sous-jacents (intérêts, dividendes ou capitaux résultant de la cession ou du remboursement des actifs) seront rétrocédés aux propriétaires des Notes dans un délai court (maximum 15 jours). Entre le moment où ces revenus seront perçus, et le moment où ils seront versés aux titulaires des Notes, les liquidités et les dettes correspondantes seront présentées dans le bilan.

5) Si le rendement retiré d'un actif sous-jacent excède un rendement annuel de 5%, une partie du rendement excédentaire est prélevé par la société. Cependant, ce rendement sera, le cas échéant, rétrocédé par la société à Spreds SA, de sorte qu'aucun revenu ne sera conservé par la société sur les Notes et les actifs sous-jacent correspondants.

Eu égard aux arguments qui précèdent, le conseil d'administration estime que les actifs sous-jacents sont, en substance, détenus par la société à titre fiduciaire et que, dès lors, une présentation hors-bilan des Notes et des actifs sous-jacents correspondant est appropriée. Cette présentation hors-bilan est d'ailleurs cohérente avec la structure transparente mise en place permettant un régime de transparence fiscale, tel que confirmé par le Service des Décisions Anticipées. En effet, la société a été conseillée par le Professeur A. Haelterman qui a obtenu une déclaration du Service des Décisions Anticipée que, bien que les notes ont un champ d'application plus large que les certificats sur actions (qui sont limités aux actions belges, alors que les notes peuvent porter sur des actions non belges ou des instruments de dette), elles participent à la même approche pass-through par laquelle le détenteur de la note est réputé obtenir le revenu ou gain de l'actif sous-jacent, directement.

Les Mémoires des Notes Participatives reflètent

- l'existence de la garantie accordée par Spreds SA,
- l'engagement de la société de transférer les produits reçus sur les actifs sous-jacent dans un délai court (15 jours),
- les effets fiscaux obtenus par la société
- et le fait que les actifs sous-jacents et les Notes sont comptabilisés hors-bilan.

Sommes perçues par la société, et non encore investies

Les sommes d'argent reçues par la société en vue d'être investies dans des actifs sous-jacent, mais qui ne font pas encore l'objet d'un investissement (par exemple, parce que les conditions nécessaires à un investissement ne sont pas encore réunies, ou parce que l'opération est annulée), sont susceptibles de devoir être remboursées aux investisseurs (" crowd "), sont également comptabilisées dans les comptes d'ordre (comptes 072 et 073 du hors-bilan) . Ces rubriques font l'objet d'une décomposition par compartiment.

Estimation de l'influence de la dérogation (article 29 de l'AR du 30 janvier 2001) sur le patrimoine et la situation financière de la société Si les Notes émises par la société et les actifs sous-jacents correspondant avaient été présentés dans le bilan, et non hors-bilan, le total des actifs et des passifs serait plus élevé de 17.500.463 EUR.

Les montants repris dans les comptes d'ordre (comptes 074 et 075 du hors-bilan), et les "autres droits et engagements hors bilan" à la page A 6.5 des comptes annuels, sont adaptés comme suit:

- lorsqu'une participation ou une crédit sont considérés comme non récupérables, mais qu'une procédure de faillite éventuelle n'est pas encore clôturée, les comptes 074 et 075 correspondants sont mis à 0,
- lorsqu'une entreprise, dans laquelle une participations a été prise ou à laquelle un crédit a été octroyé, est en faillite et que cette faillite est clôturée, les comptes 074 et 075 correspondants sont soldés et disparaissent,
- lorsqu'un investissement est réalisé/récupéré par Spreds Finance, et que la Note correspondante est remboursée au " crowd ", et qu'il n'y a plus aucun actif (ni créance) dans le compartiment afférent, les comptes 074 et 075 correspondants sont soldés et disparaissent.

N°	BE 0538.839.354	A 8
----	-----------------	-----

STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT DE L'ENTREPRISE À LA DATE DE CLÔTURE DE SES COMPTES

telle qu'elle résulte des déclarations reçues par l'entreprise en vertu du Code des sociétés, art. 631 §2 et art. 632 §2; de la loi du 2 mai 2007 relative à la publicité des participations importantes, art. 14 alinéa 4; de l'arrêté royal du 21 août 2008 fixant les règles complémentaires applicables à certains systèmes multilatéraux de négociation, art. 5.

DÉNOMINATION des personnes détenant des droits sociaux dans la société, avec mention de L'ADRESSE (du siège statutaire pour les personnes morales) et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus			
	Nature	Nombre de droits de vote		%
		Attachés à des titres	Non liés à des titres	
Spreds BE 0837.496.614 Place Sainte Gudule 5 1000 Bruxelles BELGIQUE	Parts sociales	61.499		99

Rapport du commissaire à l'assemblée générale de Spreds Finance sa pour l'exercice clos le 31 décembre 2019

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire de la société Spreds Finance sa (« la Société »). Ce rapport inclut notre opinion sur le bilan au 31 décembre 2019, le compte de résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ainsi que les annexes formant ensemble les « Comptes Annuels » présentés sous le format du modèle abrégé, et inclut également notre rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires. Ces rapports constituent un ensemble et sont inséparables.

Nous avons été nommés commissaire par l'assemblée générale du 20 juin 2017, conformément à la proposition de l'organe de gestion. Notre mandat vient à l'échéance à la date de l'assemblée générale qui délibérera sur les Comptes Annuels au 31 décembre 2019. Nous avons exercé le contrôle légal des Comptes Annuels durant 6 exercices consécutifs.

Rapport sur l'audit des Comptes Annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des Comptes Annuels de Spreds Finance sa, comprenant le bilan au 31 décembre 2019, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à € 81.180 et dont le compte de résultats se solde par un résultat de l'exercice de € 0.

A notre avis, les Comptes Annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2019, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique et présentés sous le format du modèle abrégé.

Fondement de notre opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (International Standards on Auditing - « ISAs »). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Nos responsabilités pour l'audit des Comptes Annuels » du présent rapport.

Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui sont pertinentes pour notre audit des Comptes Annuels en Belgique, y compris celles relatives à l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit et nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de l'organe de gestion dans le cadre de l'établissement des Comptes Annuels

L'organe de gestion est responsable de l'établissement des Comptes Annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique en utilisant le modèle abrégé et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique ainsi que du contrôle interne que l'organe de gestion estime nécessaire à l'établissement de Comptes Annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Dans le cadre de l'établissement des Comptes Annuels, l'organe de gestion est chargé d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe de gestion a l'intention de mettre la Société en liquidation ou de cesser ses activités, ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Nos responsabilités pour l'audit des Comptes Annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les Comptes Annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit effectué selon les normes ISAs permettra de toujours détecter toute anomalie significative lorsqu'elle existe. Des anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles puissent, individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des Comptes Annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé selon les normes ISAs, nous exerçons notre jugement professionnel et nous faisons preuve d'esprit critique tout au long de l'audit. Nous effectuons également les procédures suivantes:

- ▶ l'identification et l'évaluation des risques que les Comptes Annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, la définition et la mise en œuvre de procédures d'audit en réponse à ces risques et le recueil d'éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie provenant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
 - ▶ la prise de connaissance suffisante du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
 - ▶ l'appréciation du caractère approprié des règles d'évaluation retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, de même que des informations fournies par l'organe de gestion les concernant;
 - ▶ conclure sur le caractère approprié de l'application par l'organe de gestion du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les Comptes Annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Néanmoins, des événements ou des situations futures pourraient conduire la Société à cesser son exploitation;
 - ▶ évaluer la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des Comptes Annuels, et apprécier si ces Comptes Annuels reflètent les transactions et les événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.
- Nous communiquons à l'organe de gestion, notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit ainsi que les constatations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de l'organe de gestion

L'organe de gestion est responsable du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité, ainsi que du respect du Code des sociétés ou, à partir du 1er janvier 2020, du Code des sociétés et associations, et des statuts de la Société.

Responsabilités du Commissaire

Dans le cadre de notre mandat de commissaire et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISAs) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans tous les aspects significatifs, ainsi que le respect de certaines dispositions du Code des sociétés ou, à partir du 1er janvier 2020, du Code des sociétés et associations, et des statuts, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion

Comme permis par l'article 3 :4 alinéa 1, 1^o du Code des sociétés et associations, aucun rapport de gestion n'a été établi.

Mentions relatives à l'indépendance

Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des Comptes Annuels et nous sommes restés indépendants vis-à-vis de la Société au cours de notre mandat.

Il n'y a pas eu de missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des Comptes Annuels visées à l'article 3:65 du Code des sociétés et associations qui ont fait l'objet d'honoraires.

Autres mentions

- ▶ Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique. Nous attirons l'attention sur l'annexe A 6.8 des comptes annuels, dans laquelle l'organe de gestion justifie la dérogation prévue à l'article 29 de l'Arrêté Royal du 30 janvier 2001 (article 3 :7 de l'Arrêté Royal du 29 avril 2019), et en estime l'influence.
- ▶ L'affectation des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- ▶ Nous n'avons pas connaissance d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés ou, à partir du 1er janvier 2020, du Code des sociétés et associations qui devrait être mentionnée dans notre rapport.

Bruxelles, le 2 juin 2020

EY Réviseurs d'Entreprises SRL
Commissaire
Représentée par

Jean-François Hubin
(Authentication)

Digitaal ondertekend door Jean-François Hubin (Authentication)
DN: cn=Jean-François Hubin (Authentication), c=BE
Datum: 2020.06.02 08:43:15 +02'00'

Jean-François Hubin *
Associé
* Agissant au nom d'une SRL

20JFH0190

Note information – ODYN 1A

Annexe 2 : Comptes annuels de ODYN

70	27/08/2019	BE 0681.495.076	17	EUR		
NAT.	Datum neerlegging	Nr.	Blz.	D.	19516.00221	MIC 1

**JAARREKENING EN ANDERE OVEREENKOMSTIG
HET WETBOEK VAN VENNOOTSCHAPPEN
NEER TE LEGGEN DOCUMENTEN**

IDENTIFICATIEGEGEVENS (op datum van de neerlegging)

Naam: **Odyn**
 Rechtsvorm: Besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid
 Adres: Kempische steenweg Nr: 303 Bus: 9
 Postnummer: 3500 Gemeente: Hasselt
 Land België
 Rechtspersonenregister (RPR) - Ondernemingsrechtbank van: Antwerpen, afdeling Hasselt
 Internetadres:

Ondernemingsnummer BE 0681.495.076

Datum van de neerlegging van de oprichtingsakte OF van het recentste stuk dat de datum van bekendmaking van de oprichtingsakte en van de akte tot statutenwijziging vermeldt. 30-04-2018

JAARREKENING IN EURO goedgekeurd door de algemene vergadering van 12-08-2019

met betrekking tot het boekjaar dat de periode dekt van 15-09-2017 tot 31-12-2018

Vorig boekjaar van - tot -

Nummers van de secties van het standaardmodel die niet werden neergelegd omdat ze niet dienstig zijn:
 MIC 6.2, MIC 6.3, MIC 6.4, MIC 7.1, MIC 7.2, MIC 8, MIC 9, MIC 10, MIC 12, MIC 13, MIC 14, MIC 15, MIC 16, MIC 17, MIC 18

Nr.	BE 0681.495.076		MIC 2.1
-----	-----------------	--	---------

**LIJST VAN DE BESTUURDERS, ZAAKVOERDERS EN
COMMISSARISSSEN EN VERKLARING BETREFFENDE EEN
AANVULLENDE OPDRACHT VOOR NAZICHT OF CORRECTIE**

LIJST VAN DE BESTUURDERS, ZAAKVOERDERS EN COMMISSARISSSEN

VOLLEDIGE LIJST met naam, voornamen, beroep, woonplaats (adres, nummer, postnummer en gemeente) en functie in de onderneming

FINSAFE BVBA

BE 0849.240.839

Dorpsstraat 26 bus 2

3500 Hasselt

BELGIE

Begin van het mandaat: 19-09-2017

Zaakvoerder

Direct of indirect vertegenwoordigd door:

CROONENBORGHES Ben

Dorpsstraat 26 bus 2

3500 Hasselt

BELGIE

Nr.	BE 0681.495.076	MIC 2.2
-----	-----------------	---------

VERKLARING BETREFFENDE EEN AANVULLENDE OPDRACHT VOOR NAZICHT OF CORRECTIE

Het bestuursorgaan verklaart dat geen enkele opdracht voor nazicht of correctie werd gegeven aan iemand die daar wettelijk niet toe gemachtigd is met toepassing van de artikelen 34 en 37 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen.

De jaarrekening werd geverifieerd of gecorrigeerd door een externe accountant of door een bedrijfsrevisor die niet de commissaris is.

In bevestigend geval, moeten hierna worden vermeld: naam, voornamen, beroep en woonplaats van elke externe accountant of bedrijfsrevisor en zijn lidmaatschapsnummer bij zijn Instituut, evenals de aard van zijn opdracht:

- A. Het voeren van de boekhouding van de onderneming*,
- B. Het opstellen van de jaarrekening*,
- C. Het verifiëren van de jaarrekening en/of
- D. Het corrigeren van de jaarrekening.

Indien taken bedoeld onder A. of onder B. uitgevoerd zijn door erkende boekhouders of door erkende boekhouders-fiscalisten, kunnen hierna worden vermeld: naam, voornamen, beroep en woonplaats van elke erkende boekhouder of erkende boekhouder-fiscalist en zijn lidmaatschapsnummer bij het Beroepsinstituut van erkende Boekhouders en Fiscalisten, evenals de aard van zijn opdracht.

Naam, voornamen, beroep en woonplaats	Lidmaatschapsnummer	Aard van de opdracht (A, B, C en/of D)
CYNEX TAX & ACCOUNTING CVBA BE 0535.986.366 Kempische steenweg 3055 3500 Hasselt BELGIE Direct of indirect vertegenwoordigd door CLEMENS Wesley	2244493N13	A B

* Facultatieve vermelding.

JAARREKENING

BALANS NA WINSTVERDELING

	Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
ACTIVA				
OPRICHTINGSKOSTEN		20	<u>0</u>	
VASTE ACTIVA		21/28	<u>386.835</u>	
Immateriële vaste activa	6.1.1	21	385.588	
Materiële vaste activa	6.1.2	22/27	1.248	
Terreinen en gebouwen		22	0	
Installaties, machines en uitrusting		23	0	
Meubilair en rollend materieel		24	1.248	
Leasing en soortgelijke rechten		25	0	
Overige materiële vaste activa		26	0	
Activa in aanbouw en vooruitbetalingen		27	0	
Financiële vaste activa	6.1.3	28	0	
VLOTTENDE ACTIVA		29/58	<u>91.188</u>	
Vorderingen op meer dan één jaar		29	0	
Handelsvorderingen		290	0	
Overige vorderingen		291	0	
Voorraden en bestellingen in uitvoering		3	0	
Voorraden		30/36	0	
Bestellingen in uitvoering		37	0	
Vorderingen op ten hoogste één jaar		40/41	61.314	
Handelsvorderingen		40	43.560	
Overige vorderingen		41	17.754	
Geldbeleggingen		50/53	0	
Liquide middelen		54/58	29.762	
Overlopende rekeningen		490/1	112	
TOTAAL VAN DE ACTIVA		20/58	478.023	

	Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
PASSIVA				
EIGEN VERMOGEN				
Kapitaal		10	<u>300.000</u>	
Geplaatst kapitaal		100	300.000	
Niet-opgevraagd kapitaal		101	0	
Uitgiftepremies		11	0	
Herwaarderingsmeerwaarden		12	0	
Reserves		13	0	
Wettelijke reserve		130	0	
Onbeschikbare reserves		131	0	
Voor eigen aandelen		1310	0	
Andere		1311	0	
Belastingvrije reserves		132	0	
Beschikbare reserves		133	0	
Overgedragen winst (verlies)	(+)/(-)	14	-93.701	
Kapitaalsubsidies		15	0	
Voorschot aan de vennoten op de verdeling van het netto-actief		19	0	
VOORZIENINGEN EN UITGESTELDE BELASTINGEN		16	<u>0</u>	
Vorzieningen voor risico's en kosten		160/5	0	
Pensioenen en soortgelijke verplichtingen		160	0	
Fiscale lasten		161	0	
Grote herstellings- en onderhoudswerken		162	0	
Milieuverplichtingen		163	0	
Overige risico's en kosten		164/5	0	
Uitgestelde belastingen		168	0	
SCHULDEN		17/49	<u>271.724</u>	
Schulden op meer dan één jaar		17	138.000	
Financiële schulden		170/4	138.000	
Kredietinstellingen, leasingschulden en soortgelijke schulden		172/3	0	
Overige leningen		174/0	138.000	
Handelsschulden		175	0	
Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen		176	0	
Overige schulden		178/9	0	
Schulden op ten hoogste één jaar		42/48	133.724	
Schulden op meer dan één jaar die binnen het jaar vervallen		42	0	
Financiële schulden		43	407	
Kredietinstellingen		430/8	407	
Overige leningen		439	0	
Handelsschulden		44	57.876	
Leveranciers		440/4	57.876	
Te betalen wissels		441	0	
Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen		46	0	
Schulden met betrekking tot belastingen, bezoldigingen en sociale lasten		45	9.313	
Belastingen		450/3	1.292	
Bezoldigingen en sociale lasten		454/9	8.020	
Overige schulden		47/48	66.128	
Overlopende rekeningen		492/3	0	
TOTAAL VAN DE PASSIVA		10/49	478.023	

RESULTATENREKENING

Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
Bedrijfsopbrengsten en bedrijfskosten			
Brutomarge (+)/(-)	9900	-57.716	
Waarvan: niet-recurrente bedrijfsopbrengsten	76A	0	
Omzet	70		
Handelsgoederen, grond- en hulpstoffen, diensten en diverse goederen	60/61		
Bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen (+)/(-)	62	30.266	
Afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, op immateriële en materiële vaste activa	630	332	
Waardeverminderingen op voorraden, op bestellingen in uitvoering en op handelsvorderingen: toevoegingen (terugnemingen) (+)/(-)	631/4	0	
Voorzieningen voor risico's en kosten: toevoegingen (bestedingen en terugnemingen) (+)/(-)	635/8	0	
Andere bedrijfskosten	640/8	2.381	
Als herstructureringskosten geactiveerde bedrijfskosten (-)	649	0	
Niet-recurrente bedrijfskosten	66A	0	
Bedrijfswinst (Bedrijfsverlies) (+)/(-)	9901	-90.695	
Financiële opbrengsten	75/76B	0	
Recurrente financiële opbrengsten	75	0	
Waarvan: kapitaal- en interestsubsidies	753	0	
Niet-recurrente financiële opbrengsten	76B	0	
Financiële kosten	65/66B	3.006	
Recurrente financiële kosten	65	3.006	
Niet-recurrente financiële kosten	66B	0	
Winst (Verlies) van het boekjaar vóór belasting (+)/(-)	9903	-93.701	
Onttrekking aan de uitgestelde belastingen	780	0	
Overboeking naar de uitgestelde belastingen	680	0	
Belastingen op het resultaat (+)/(-)	67/77	0	
Winst (Verlies) van het boekjaar (+)/(-)	9904	-93.701	
Onttrekking aan de belastingvrije reserves	789	0	
Overboeking naar de belastingvrije reserves	689	0	
Te bestemmen winst (verlies) van het boekjaar (+)/(-)	9905	-93.701	

RESULTAATVERWERKING

		Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
Te bestemmen winst (verlies)	(+)/(-)	9906	-93.701	
Te bestemmen winst (verlies) van het boekjaar	(+)/(-)	9905	-93.701	
Overgedragen winst (verlies) van het vorige boekjaar	(+)/(-)	14P		
Onttrekking aan het eigen vermogen		791/2	0	
Toevoeging aan het eigen vermogen		691/2	0	
aan het kapitaal en aan de uitgiftepremies		691	0	
aan de wettelijke reserve		6920	0	
aan de overige reserves		6921	0	
Over te dragen winst (verlies)	(+)/(-)	14	-93.701	
Tussenkost van de vennoten in het verlies		794	0	
Uit te keren winst		694/7	0	
Vergoeding van het kapitaal		694	0	
Bestuurders of zaakvoerders		695	0	
Werknemers		696	0	
Andere rechthebbenden		697	0	

TOELICHTING
STAAT VAN DE VASTE ACTIVA

IMMATERIËLE VASTE ACTIVA

Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

Aanschaffingen, met inbegrip van de geproduceerde vaste activa

Overdrachten en buitengebruikstellingen

Overboekingen van een post naar een andere (+)/(-)

Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar

Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

Geboekt

Teruggenomen

Verworven van derden

Afgeboekt na overdrachten en buitengebruikstellingen

Overgeboekt van een post naar een andere (+)/(-)

Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar

NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
8059P	XXXXXXXXXX	
8029	385.588	
8039		
8049		
8059	385.588	
8129P	XXXXXXXXXX	
8079		
8089		
8099		
8109		
8119		
8129		
21	385.588	

Nr.	BE 0681.495.076	MIC 6.1.2
-----	-----------------	-----------

MATERIËLE VASTE ACTIVA

Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

Aanschaffingen, met inbegrip van de geproduceerde vaste activa

Overdrachten en buitengebruikstellingen

Overboekingen van een post naar een andere (+)/(-)

Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar

Meerwaarden per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

Geboekt

Verworven van derden

Afgeboekt

Overgeboekt van een post naar een andere (+)/(-)

Meerwaarden per einde van het boekjaar

Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

Geboekt

Teruggenomen

Verworven van derden

Afgeboekt na overdrachten en buitengebruikstellingen

Overgeboekt van een post naar een andere (+)/(-)

Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar

NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
8199P	XXXXXXXXXXX	
8169	1.580	
8179		
8189		
8199	1.580	
8259P	XXXXXXXXXXX	
8219		
8229		
8239		
8249		
8259		
8329P	XXXXXXXXXXX	
8279	332	
8289		
8299		
8309		
8319		
8329	332	
22/27	1.248	

	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
FINANCIËLE VASTE ACTIVA			
Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar	8395P	XXXXXXXXXXXX	
Mutaties tijdens het boekjaar			
Aanschaffingen	8365		
Overdrachten en buitengebruikstellingen	8375		
Overboekingen van een post naar een andere	(+)/(-) 8385		
Andere mutaties	(+)/(-) 8386		
Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar	8395		
Meerwaarden per einde van het boekjaar	8455P	XXXXXXXXXXXX	
Mutaties tijdens het boekjaar			
Geboekt	8415		
Verworven van derden	8425		
Afgeboekt	8435		
Overgeboekt van een post naar een andere	(+)/(-) 8445		
Meerwaarden per einde van het boekjaar	8455		
Waardeverminderingen per einde van het boekjaar	8525P	XXXXXXXXXXXX	
Mutaties tijdens het boekjaar			
Geboekt	8475		
Teruggenomen	8485		
Verworven van derden	8495		
Afgeboekt na overdrachten en buitengebruikstellingen	8505		
Overgeboekt van een post naar een andere	(+)/(-) 8515		
Waardeverminderingen per einde van het boekjaar	8525		
Niet-opgevraagde bedragen per einde van het boekjaar	8555P	XXXXXXXXXXXX	
Mutaties tijdens het boekjaar	(+)/(-) 8545		
Niet-opgevraagde bedragen per einde van het boekjaar	8555		
NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR	28	0	

Nr.	BE 0681.495.076	MIC 6.5
-----	-----------------	---------

WAARDERINGSREGELS

I. TOEGEPASTE REGELS MET BETREKKING TOT DE ACTIVA RUBRIEKEN

1. OPRICHTINGSKOSTEN

Indien de oprichtingskosten niet worden ten laste genomen gedurende het boekjaar waarin ze werden besteed, worden ze onder deze rubriek geboekt en worden ze jaarlijks afgeschreven in schijven van ten minste 20 % van de werkelijk uitgegeven bedragen. De afschrijving van de kosten bij uitgifte van leningen mag echter gespreid worden over de looptijd van de leningen.

Kosten die worden gemaakt in het kader van een herstructurering kunnen onder deze rubriek worden opgenomen mits zij voldoen aan de drie volgende voorwaarden:

- het moet gaan om welbepaalde kosten;
- ze moeten verband houden met een ingrijpende wijziging in de structuur of de organisatie van de onderneming;
- ze moeten ertoe strekken een gunstige en duurzame invloed te hebben op de rendabiliteit van de onderneming.

De waardering en de afschrijvingsvoet worden gerechtvaardigd in de toelichting van de jaarrekening.

2. IMMATERIËLE VASTE ACTIVA

Immateriële vaste activa worden onder deze rubriek geboekt tegen hun aanschaffingsprijs indien zij van derden verworven zijn. Indien zij door de onderneming zijn voortgebracht, worden zij geboekt tegen hun vervaardigingsprijs, exclusief onrechtstreekse productiekosten, voor zover deze vervaardigingsprijs niet hoger is dan een voorzichtige raming van de gebruikswaarde of van het toekomstig rendement voor de onderneming van deze activa. Indien zij het voorwerp hebben uitgemaakt van een inbreng, worden zij geboekt tegen de bedongen waarde van de inbreng. De bijkomende kosten mogen, in overeenstemming met de desbetreffende fiscale bepalingen, volledig worden afgeschreven tijdens het boekjaar waarin zij betaald zijn. Het niet opnemen van de onrechtstreekse productiekosten wordt vermeld in de toelichting van de jaarrekening.

Immateriële vaste activa met een beperkte gebruiksduur worden lineair afgeschreven over een periode van in principe vijf jaar; wat de kosten van onderzoek en ontwikkeling betreft, bedraagt deze periode evenwel drie jaar. Indien de afschrijving over een langere periode wordt gespreid, wordt dit verantwoord in de toelichting.

Er wordt voor deze activa overgegaan tot aanvullende of uitzonderlijke afschrijvingen wanneer, ingevolge hun technische ontwaarding of wegens de wijziging van economische of technologische omstandigheden, hun boekhoudkundige waarde hoger is dan hun gebruikswaarde voor de onderneming.

Immateriële vaste activa die werden aangeschaft of ingebracht tegen een variabele prijs die afhangt van een toekomstige gebeurtenis, worden afgeschreven met ingang van het boekjaar tijdens hetwelk de onderneming het genot ervan verkregen heeft. Er wordt een schatting gemaakt van de vermoedelijke gebruiksduur vanaf dat boekjaar. De gebruikskosten worden ten laste genomen door afschrijving over deze periode. Deze methode mag echter niet leiden tot progressieve afschrijvingen. Indien deze duur langer is dan vijf jaar, wordt ze verantwoord in de toelichting.

Immateriële vaste activa waarvan de gebruiksduur niet beperkt is, maken het voorwerp uit van waardeverminderingen om rekening te houden met, al dan niet definitieve, ontwaardingen op de afsluitingsdatum van het boekjaar.

3. MATERIËLE VASTE ACTIVA

3.1. ANDERE MATERIËLE VASTE ACTIVA DAN DEGENE WAAROVER DE VENNOOTSCHAP BESCHIKT OP GROND VAN LEASING OF GELIJKAARDIGE OVEREENKOMSTEN

Materiële vaste activa worden onder deze rubriek geboekt tegen hun aanschaffingsprijs, hun vervaardigingsprijs of hun inbrengwaarde, naargelang zij verworven zijn van derden, geproduceerd door de onderneming of ingebracht in de onderneming.

De bijkomende kosten worden, overeenkomstig de desbetreffende fiscale bepalingen, hetzij volledig afgeschreven tijdens het boekjaar waarin ze betaald zijn, hetzij lineair afgeschreven, zonder onderbreking, over een te bepalen aantal jaren.

Materiële vaste activa met een beperkte gebruiksduur worden afgeschreven. Het afschrijvingspercentage en de modaliteiten (lineair, degressief of andere) worden als volgt bepaald per sub-rubriek:

Sub-rubriek	Modaliteiten	Percentage
	Lineaire/Degressieve	%

- | | | |
|-----------------------------|-------------|--|
| A. Gebouwen L/D | 3,00-10,00 | |
| B. Installaties L/D | 10,00-20,00 | |
| Machines L/D | 10,00-25,00 | |
| Uitrusting L/D | 10,00-33,33 | |
| C. Meubilair L/D | 10,00-40,00 | |
| Auto's L/D | 20,00-40,00 | |
| Ander rollend materieel L/D | 20,00-40,00 | |
| E. Andere vaste activa L/D | 10,00-40,00 | |

Aanvullende of uitzonderlijke afschrijvingen worden geboekt wanneer, ingevolge de technische ontwaarding van deze activa of ingevolge de wijziging van economische, juridische of technologische omstandigheden, hun boekwaarde hoger is dan hun gebruikswaarde voor de onderneming. In dit opzicht houdt de vennootschap inzonderheid rekening met het voorzichtigheidsprincipe.

Materiële vaste activa waarvan de gebruiksduur niet beperkt is, maken het voorwerp uit van waardeverminderingen om rekening te houden met, al dan niet definitieve, ontwaardingen op de afsluitingsdatum van het boekjaar.

Voor de materiële vaste activa die buiten gebruik gesteld zijn of die niet meer duurzaam tot de activiteit van de onderneming bijdragen, wordt in voorkomend geval overgegaan tot een uitzonderlijke afschrijving, om de waarde in overeenstemming te brengen met de waarschijnlijke realisatiewaarde.

3.2. MATERIËLE VASTE ACTIVA WAAROVER DE ONDERNEMING BESCHIKT OP GROND VAN LEASING OF GELIJKAARDIGE OVEREENKOMSTEN

Onder deze rubriek worden de gebruiksrechten geboekt op de goederen waarover de onderneming beschikt op grond van leasing of soortgelijke overeenkomsten, wanneer de contractueel te storten termijnen, in voorkomend geval verhoogd met het bedrag dat moet worden betaald bij de lichte van een optie of de uitoefening van een gelijkaardig recht, naast de rente en de kosten van de verrichting ook de integrale wedersamenstelling dekken van het kapitaal dat de leasinggever in het goed heeft geïnvesteerd. De woorden "integrale wedersamenstelling", die te goeder trouw moeten geïnterpreteerd worden, betekenen dat het bedrag minstens moet overeenstemmen met de marktwaarde van het betrokken goed, op het ogenblik van de afsluiting van de overeenkomst.

Verhogingen van de termijnen worden slechts in aanmerking genomen als elementen van de wedersamenstelling van het geïnvesteerde kapitaal, op voorwaarde dat de optie, waarvan het bedrag ten hoogste vijftien procent van het geïnvesteerde kapitaal mag vertegenwoordigen, hoogst waarschijnlijk zal gelicht worden op het einde van de overeenkomst. Deze waarschijnlijkheid moet bestaan vanaf het ogenblik van de afsluiting van de overeenkomst.

Wanneer de leasingmaatschappij een verkoopoptie op het betrokken goed verkrijgt of een verbintenis dat de leasingnemer het goed zal overnemen, wordt met de prijs voor de uitoefening van de optie of die te betalen is voor de verbintenis, rekening gehouden voor de berekening van de integrale wedersamenstelling, zonder dat moet rekening gehouden worden met de voornoemde grens van 15 %.

Materiële vaste activa waarvan de gebruiksduur beperkt is, maken het voorwerp uit van afschrijvingen. Deze worden, onafhankelijk van de spreiding van de termijnen, bepaald volgens de volgende percentages en modaliteiten (lineair, degressief of andere), naargelang van de aard van de betrokken activa:

Aard van de activa	Modaliteiten	Percentage
	Lineaire/Degressieve	%

- | | | |
|-----------------------------|-------------|--|
| B. Installaties L/D | 10,00-20,00 | |
| Machines L/D | 10,00-20,00 | |
| Uitrusting L/D | 10,00-33,33 | |
| C. Meubilair L/D | 20,00-40,00 | |
| Auto's L/D | 20,00-40,00 | |
| Ander rollend materieel L/D | 20,00-40,00 | |

4. FINANCIËLE VASTE ACTIVA

4.1. DEELNEMINGEN

Als deelnemingen worden beschouwd de maatschappelijke rechten in andere ondernemingen die ertoe strekken door het scheppen van een duurzame en specifieke band met die andere ondernemingen, de onderneming in staat te stellen een invloed uit te oefenen op de oriëntatie van het beleid van deze ondernemingen. Deze deelnemingen worden geboekt tegen hun aanschaffingsprijs of hun inbrengwaarde. De bijkomende kosten m.b.t. hun aanschaffing worden geheel ten laste genomen via de resultatenrekening van het boekjaar waarin ze betaald zijn.

Deze activa maken het voorwerp uit van waardeverminderingen in geval van duurzame minderverwaarden of ontwaarding, verantwoord door de toestand, de rendabiliteit of de vooruitzichten van de vennootschap waarin de deelneming wordt aangehouden. Indien nadat zo'n waardevermindering geboekt werd, de waarde van de deelneming opnieuw stijgt, wordt het waardeherstel beperkt tot het bedrag van de geboekte waardevermindering, zodat de waarde van de deelneming niet uitstijgt boven de aanschaffingsprijs of de inbrengwaarde, onverminderd hetgeen in de navolgende regels bepaald is inzake de herwaardering van financiële vaste activa.

4.2. VORDERINGEN EN BORGTOCHTEN IN CONTANTEN

Onder deze rubriek worden enerzijds vorderingen opgenomen, al dan niet belichaamd in effecten, die bestemd zijn voor een duurzame ondersteuning van de bedrijfsuitoefening van andere ondernemingen dan verbonden ondernemingen en ondernemingen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat, en anderzijds de borgtochten in contanten gestort als doorlopende waarborg, onder meer aan openbare besturen en nutsbedrijven. Zij worden geboekt tegen hun nominale waarde. De vorderingen worden geheel of gedeeltelijk ten laste genomen indien zij het voorwerp uitmaken van een onherroepelijke kwijtschelding van schuld.

Nr.	BE 0681.495.076		MIC 6.5
-----	-----------------	--	---------

Op de vorderingen worden waardeverminderingen toegepast, indien voor het geheel of een deel ervan onzekerheid bestaat over de betaling op de vervaldag.

5. VORDERINGEN OP MEER DAN EEN JAAR

Deze vorderingen worden geboekt tegen hun nominale waarde. Er worden waardeverminderingen op toegepast indien voor het geheel of een gedeelte van de vorderingen onzekerheid bestaat over de betaling ervan op de vervaldag, evenals wanneer hun realisatiewaarde op de datum van de jaarafsluiting lager is dan hun nominale waarde.

Naast deze boeking van de vordering tegen de nominale waarde, worden de hierna bepaalde interesten geboekt in de overlopende rekeningen van het passief en pro rata temporis in resultaat genomen:

- de rente die op basis van de overeenkomst tussen partijen in de nominale waarde van de vordering begrepen is;
- het verschil tussen de aanschaffingswaarde en de nominale waarde van de vordering;
- het disconto op renteloze of abnormaal laag rentende vorderingen.

Waardeverminderingen die overeenkomstig de voorgaande regels werden geboekt, mogen slechts teruggenomen worden indien op basis van de economische omstandigheden redelijk kan verhoopt worden dat zij in de loop van de eerste maanden van het volgend boekjaar zullen kunnen gerecupereerd worden.

6. VOORRADEN EN BESTELLINGEN IN UITVOERING

6.1. GROND- EN HULPSTOFFEN, AFGEWERKTE PRODUCTEN EN HANDELSGOEDEREN

De grond- en hulpstoffen, de afgewerkte producten en de handelsgoederen (inclusief de voor verkoop bestemde onroerende goederen) worden onder deze rubriek geboekt tegen hun aanschaffingswaarde of tegen de marktwaarde op de datum van de afsluiting van het boekjaar, indien deze laatste waarde lager is. De aanschaffingswaarde wordt als volgt bepaald:

- voor aankopen in België : op basis van de factuur van de leverancier of van de prijs bepaald aan de verkoper;
 - voor ingevoerde goederen: op basis van de factuur van de buitenlandse leverancier, eventueel omgezet in Belgische franken op basis van de wisselkoers die gold op de datum van de ontvangst van de factuur;
- in voorkomend geval voegt men daarbij de transport- en verzekeringskosten en de andere kosten om de goederen op hun plaats van bestemming te brengen.

De vervaardigingsprijs omvat, naast de aanschaffingskosten van de grondstoffen, verbruiksgoederen en hulpstoffen, de productiekosten die rechtstreeks aan het individuele product of aan de productengroep toerekenbaar zijn, evenals het evenredig deel van de productiekosten die slechts onrechtstreeks aan het individuele product of aan de productengroep toerekenbaar zijn. De onderneming maakt evenwel gebruik van de mogelijkheid om de onrechtstreekse productiekosten geheel of gedeeltelijk niet in de vervaardigingsprijs op te nemen; hiervan wordt melding gemaakt in de toelichting van de jaarrekening.

De aanschaffingswaarde van activa met identieke technische of juridische kenmerken wordt bepaald hetzij door individualisering van de prijs van elk bestanddeel, hetzij volgens een van de volgende drie methodes: de methode van de gewogen gemiddelde prijzen, de F.I.F.O.-methode of de L.I.F.O.-methode. Indien bij toepassing van de L.I.F.O.-methode, de boekwaarde van de voorraden aanzienlijk verschilt van de waarde berekend op basis van de marktwaarde, wordt dit verschil vermeld in de toelichting.

Grond- en hulpstoffen en klein materieel die bestendig worden hernieuwd en waarvan de aanschaffingswaarde te verwaarlozen is in verhouding tot het balansstotaal, worden op het actief opgenomen voor een vast bedrag indien deze goederen niet aanmerkelijk veranderen van het ene boekjaar tot het andere. De prijs voor de hernieuwing van deze bestanddelen wordt opgenomen onder de bedrijfskosten.

In voorkomend geval worden er op de datum van de afsluiting van het boekjaar op de grond en hulpstoffen, de afgewerkte producten en de handelsgoederen waardeverminderingen geboekt, om rekening te houden hetzij met de evolutie van hun realisatie- of marktwaarde, hetzij met de risico's inherent aan de aard van de betrokken producten of van activiteit van de onderneming. De waarde van de voorraadbestanddelen waarvan het bestuursorgaan de rotatiesnelheid te traag acht, wordt verminderd volgens markt conforme percentages en modaliteiten.

6.2. GODEREN IN BEWERKING

De goederen in bewerking worden geboekt tegen de hiervoor omschreven vervaardigingsprijs.

Er worden waardeverminderingen op toegepast indien hun vervaardigingsprijs, vermeerderd met het geraamd bedrag van de nog te maken kosten, hoger is dan de netto-verkoopprijs op de balansdatum of de in de overeenkomst bedongen prijs. De waarde van de voorraadbestanddelen waarvan het bestuursorgaan de rotatiesnelheid te traag acht, wordt verminderd volgens markt conforme percentages en modaliteiten.

6.3. BESTELLINGEN IN UITVOERING

De bestellingen in uitvoering worden gewaardeerd tegen de vervaardigingsprijs vermeerderd, naarmate de productie of de werkzaamheden vorderen, met het verschil tussen de in de overeenkomst bepaalde prijs en de vervaardigingsprijs, wanneer dit verschil met voldoende zekerheid als verworven mag worden beschouwd. De onderneming maakt evenwel gebruik van de mogelijkheid om dit verschil niet te boeken; hiervan moet melding worden gemaakt in de toelichting.

Er worden waardeverminderingen toegepast op de bestellingen in uitvoering indien hun vervaardigingsprijs, vermeerderd met het geraamd bedrag van de nog te maken kosten, hoger is dan de netto-verkoopprijs op de balansdatum of de in de overeenkomst bedongen prijs. De waarde van de voorraadbestanddelen waarvan het bestuursorgaan de rotatiesnelheid te traag acht, wordt verminderd volgens markt conforme percentages en modaliteiten.

7. VORDERINGEN OP TEN HOOGSTE EEN JAAR

Deze vorderingen worden geboekt tegen hun nominale waarde.

Er worden waardeverminderingen op toegepast indien voor het geheel of een gedeelte van de vorderingen onzekerheid bestaat over de betaling ervan op de vervaldag, evenals wanneer hun realisatiewaarde op de datum van de jaarafsluiting lager is dan hun nominale waarde. Krachtens de voorgaande regel worden integrale waardeverminderingen geboekt op vorderingen jegens cliënten waarvan de kredietwaardigheid ondermijnd is, op betwiste vorderingen en op vorderingen die met abnormale vertraging voldaan worden.

De verminderingen worden ook toegepast op de in de vorderingen begrepen B.T.W., wanneer, ingevolge het vereiste strikte formalisme, de teruggave van de belasting bedoeld in artikel 77, § 1, 7° van het B.T.W.-Wetboek onwerkzaam of onzeker is.

8. GELDBELEGGINGEN

Deze beleggingen worden geboekt tegen hun nominale waarde. Vastrentende effecten worden echter geboekt tegen hun aanschaffingswaarde. De bijkomende kosten m.b.t. de aanschaffing worden volledig ten laste genomen van de resultatenrekening van het jaar van de aanschaffing.

Er worden waardeverminderingen geboekt indien de realisatiewaarde op de datum van de jaarafsluiting lager is dan de nominale waarde of de aanschaffingswaarde. Er worden bijkomende waardeverminderingen geboekt op deze beleggingen om rekening te houden, hetzij met de evolutie van hun realisatie- of marktwaarde, hetzij met de risico's inherent aan de aard van de betrokken activa of van de gevoerde activiteit.

9. LIQUIDE MIDDELEN

Deze middelen worden geboekt tegen hun nominale waarde.

Er worden waardeverminderingen op toegepast indien hun realisatiewaarde op de datum van de jaarafsluiting lager is dan hun nominale waarde.

Bijkomende waardeverminderingen worden geboekt volgens dezelfde modaliteiten als voor de geldbeleggingen.

10. OVERLOPENDE REKENINGEN

De verworven opbrengsten en de over te dragen kosten worden pro rata temporis gewaardeerd, zodanig dat de rekeningen van elk boekjaar de opbrengsten en de kosten bevatten die werkelijk betrekking hebben op dit boekjaar.

Daarnaast worden onder deze rubriek geboekt, en pro rata temporis in resultaat genomen, de rente die op basis van de overeenkomst tussen partijen in de nominale waarde van schulden begrepen is, evenals het disconto dat overeenstemt met de nog niet vervallen impliciete rente van schulden op meer dan één jaar waaraan geen rente of een abnormaal lage rente verbonden is.

II. TOEGEPASTE REGELS MET BETREKKING TOT DE PASSIVA RUBRIEKEN

1. KAPITAAL

Het bedrag van het onderschreven kapitaal is bepaald in de statuten. Het kan slechts gewijzigd worden in het kader van een statutenwijziging, overeenkomstig het vennootschapsrecht. Het bedrag van het niet opgevraagd kapitaal kan slechts gewijzigd worden ingevolge een beslissing van het bevoegde orgaan van de vennootschap. Kapitaalbrengen worden geboekt tegen hun nominale waarde indien het inbrengen in geld betreft; inbrengen in natura worden geboekt tegen de bedongen waarde. Inbrengen in natura moeten bestaan uit vermogensbestanddelen die naar economische maatstaven kunnen worden gewaardeerd.

2. UITGIFTEPREMIES

Indien de onderschrijvingsprijs van nieuwe aandelen die worden uitgegeven bij een kapitaalverhoging hoger is dan het gedeelte van het kapitaal dat vertegenwoordigd wordt door deze aandelen, wordt de meerprijs onder deze rubriek geboekt. De uitgiftepremies moeten volledig volgestort zijn. Zij mogen gebruikt worden om vastgestelde verliezen te compenseren.

3. HERWAARDERINGSMEERWAARDEN

Buiten hetgeen in de navolgende regels vermeld is inzake herwaardering, moeten onder herwaarderingsmeerwaarden worden verstaan de in de rekeningen uitgedrukte niet gerealiseerde meerwaarden op vaste activa. Tevens worden onder deze rubriek behouden de niet-gerealiseerde meerwaarden die geboekt zijn voor het begin van het boekjaar dat is aangevat na 31 december 1983.

4. RESERVES

4.1. WETTELIJKE RESERVE

De wettelijke reserve wordt gevormd overeenkomstig de bepalingen van het vennootschapsrecht. De wettelijk opgelegde toevoegingen worden aangepast in functie van de verhogingen en verminderingen van het maatschappelijk kapitaal.

4.2. ONBESCHIKBARE RESERVES

Zolang op de actiefzijde van de balans eigen aandelen van de vennootschap zijn opgenomen, wordt onder deze rubriek een zelfde bedrag geboekt. De bedragen die aan deze aanschaffingen besteed worden moeten, rekening houdend met het netto-actief dat blijkt uit de jaarrekening, voor uitkering vatbaar zijn. De verrichting mag slechts betrekking hebben op eigen aandelen die volledig volgestort zijn. Daarnaast worden onder deze rubriek alle reserves opgenomen waarover de algemene vergadering niet bij gewone meerderheid vrij kan beschikken.

Nr.	BE 0681.495.076	MIC 6.5
-----	-----------------	---------

4.3. BELASTINGVRIJE RESERVES

Deze rubriek omvat, na aftrek van de desbetreffende uitgestelde belastingen, de gerealiseerde meerwaarden en de winsten waarvoor belastingvrijdom of -uitstel slechts geldt als zij in het vermogen van de onderneming behouden blijven.

4.4. BESCHIKBARE RESERVES

De toevoegingen en onttrekkingen aan deze reserves hangen af van de bestemmingen en afnamen die op het einde van het boekjaar geregistreerd worden in de jaarrekening opgesteld na resultaatverwerking, onder de opschortende voorwaarde van goedkeuring door de algemene vergadering.

5. OVERGEDRAGEN WINST OF VERLIES

Onder deze rubriek wordt, in functie van de resultaatverwerking, het bedrag geboekt hetzij van de winst van het boekjaar en van de vorige boekjaren die niet is uitgekeerd of in de reserves opgenomen, hetzij van het verlies dat niet is gecompenseerd door onttrekkingen aan de reserves of aan het kapitaal en de uitgiftepremies.

6. KAPITAALSUBSIDIES

Deze rubriek omvat de kapitaalsubsidies die van overheidswege werden verkregen voor investeringen in vaste activa, na aftrek van de uitgestelde belastingen op deze subsidies. Deze subsidies worden geleidelijk afgeboekt door overboeking naar de financiële opbrengsten, volgens hetzelfde ritme als de afschrijving van de vaste activa voor de verwerving waarvan zij werden verkregen. De subsidies die betrekking hebben op activa die niet worden afgeschreven, worden niet verminderd.

7. VOORZIENINGEN EN UITGESTELDE BELASTINGEN

7.1. VOORZIENINGEN VOOR RISICO'S EN KOSTEN

De voorzieningen voor risico's en kosten beogen naar hun aard duidelijk omschreven verliezen of kosten te dekken die op balansdatum waarschijnlijk of zeker zijn, doch waarvan het bedrag niet vaststaat. Zij moeten voldoen aan de eisen van voorzichtigheid, oprechtheid en goede trouw. Zij worden geboekt overeenkomstig de methodes vastgelegd door het beheersorgaan, en mogen niet afhangen van het resultaat van het boekjaar.

Er moeten met name voorzieningen gevormd worden met het oog op:

- de verplichtingen die op de onderneming rusten inzake rust- en overlevingspensioenen, bruggensioenen en andere gelijkaardige pensioenen of renten;
- de kosten van grote herstellings- of onderhoudswerken;
- de verlies- of kostenrisico's die voortvloeien uit persoonlijke of zakelijke zekerheden, verstrekt tot waarborg van schulden of verbintenissen van derden, uit verbintenissen m.b.t. de aan- of verkoop van vaste activa, uit de uitvoering van gedane of ontvangen bestellingen, uit termijnposities of -overeenkomsten in deviezen, termijnposities of -overeenkomsten op goederen, uit technische waarborgen verbonden aan reeds door de onderneming verrichte verkopen of diensten, uit hangende geschillen.

7.2. UITGESTELDE BELASTINGEN

De uitgestelde belastingen op kapitaalsubsidies en gerealiseerde meerwaarden worden oorspronkelijk gewaardeerd tegen het normale bedrag van de belasting die erop zou zijn geheven indien die subsidies en meerwaarden zouden zijn belast ten laste van het boekjaar waarin zij werden geboekt.

De uitgestelde belastingen worden geleidelijk afgeboekt via overboeking naar de resultatenrekening, gelijkmatig met de afboeking van de kapitaalsubsidies waarop zij betrekking hebben, respectievelijk met de opnemings van de betrokken meerwaarden in het belastbaar resultaat. Het bedrag van de uitgestelde belastingen wordt slechts gecorrigeerd indien vermoed wordt dat deze subsidies en meerwaarden in een nabije toekomst zullen leiden tot een belasting waarvan het bedrag duidelijk zal afwijken van het geboekte bedrag.

8. SCHULDEN OP MEER DAN EEN JAAR

Deze schulden worden geboekt tegen hun nominale waarde.

Daarnaast geschiedt de boeking in de overlopende rekeningen van het passief en het pro rata temporis in resultaat nemen van het disconto van de vorderingen van derden die geen rente of een abnormaal lage rente opleveren, indien deze vorderingen voldoen aan de twee volgende voorwaarden:

- terugbetaalbaar zijn binnen meer dan één jaar, te rekenen vanaf het ogenblik waarop zij in het vermogen van de onderneming zijn opgenomen; 2° betrekking hebben hetzij op als kosten in de resultatenrekening geboekte bedragen, hetzij op de prijs van de aanschaffing van vaste activa of van een tak van werkzaamheid.

9. SCHULDEN OP TEN HOOGSTE EEN JAAR

Deze schulden worden geboekt tegen hun nominale waarde.

Deze rubriek bevat o.m. het geschat bedrag van de belastingen op het boekjaar, na aftrek de betalingen van belastingen en voorheffingen die reeds in de resultatenrekening opgenomen zijn en de andere verrekenbare voorheffingen. Als bezoldigingen en sociale lasten boekt men o.m. het geschatte bedrag van het te betalen vakantiegeld, rekening houdend met de bedragen aanvaard door de belastingadministratie.

10. OVERLOPENDE REKENINGEN

De toe te rekenen kosten en de over te dragen opbrengsten worden gewaardeerd overeenkomstig hetgeen hoger bepaald is voor de overeenstemmende rubriek van het actief.

Daarnaast worden onder deze rubriek geboekt, en pro rata temporis in resultaat genomen, de rente die op basis van de overeenkomst tussen partijen in de nominale waarde van vorderingen begrepen is, het verschil tussen de aanschaffingswaarde en de nominale waarde van vorderingen, evenals het disconto van binnen meer dan één jaar terugbetaalbare vorderingen die geen of een abnormaal lage rente opleveren.

III. GEMEENSCHAPPELIJKE REGELS AAN MEERDERE ACTIVA EN PASSIVA RUBRIEKEN

1. INTERCALAIRE INTERESTEN

De aanschaffingswaarde van immateriële en materiële vaste activa en de vervaardigingsprijs van voorraden en bestellingen in uitvoering waarvan de productie of de uitvoering meer dan één jaar bestrijkt, mag de rente op het vreemd vermogen gebruikt voor de financiering bevatten, voor zover deze betrekking heeft op de periode voorafgaand aan de bedrijfsklaarheid van de vaste activa, respectievelijk op de normale productieperiode van de voorraden en de normale uitvoeringstermijn van de bestellingen. Van de opname van deze intercalaire interesten wordt melding gemaakt in de toelichting.

De financiële kosten op vreemd vermogen gebruikt om de constructie van materiële vaste activa te financieren kunnen worden opgenomen in de waarde van deze vaste activa. De afschrijving van deze interesten geschiedt volgens hetzelfde percentage als het goed waarop ze betrekking hebben en vat slechts aan in het boekjaar waarin deze activa in gebruik genomen zijn.

2. HERWAARDERING VAN MATERIËLE EN FINANCIËLE VASTE ACTIVA

Indien de waarde van sommige van deze vaste activa, bepaald in functie van hun nut voor de onderneming, op vaststaande en duurzame wijze uitstijgt boven hun aanschaffingswaarde, kunnen zij het voorwerp uitmaken van een - voorzichtige - herwaardering. Wanneer de betrokken activa noodzakelijk zijn voor de voortzetting van het bedrijf van de onderneming of van een deel daarvan mogen zij slechts worden geherwaardeerd in de mate waarin de aldus uitgedrukte meerwaarde wordt verantwoord door de rendabiliteit van de onderneming of van het betrokken bedrijfsonderdeel. Voor de herwaardering van gebouwen en hun inrichting moet een beroep gedaan worden op een externe deskundige. Voor deelnemingen zal de methode verschillen naargelang het al dan niet gaat om beursgenoteerde effecten. Speculatieve effecten worden uit hun aard nooit geherwaardeerd.

Bovendien moet voor de herwaardering van deze vaste activa aan de volgende voorwaarden voldaan worden:

- indien het materiële vaste activa met een beperkte gebruiksduur betreft, zal de geherwaardeerde waarde zodanig afgeschreven worden, dat de toerekening van de herwaardering gespreid wordt over de vermoedelijke residuele gebruiksduur;
- de meerwaarde wordt geboekt onder de rubriek "Herwaarderingsmeerwaarden" en blijft daar behouden zolang de betrokken goederen niet werden gereïsoleerd;
- deze meerwaarde mag nochtans:
 - worden overgebracht naar een reserve tot het beloop van de op de meerwaarde geboekte afschrijvingen;
 - in kapitaal worden omgezet;
 - bij latere minderwaarde gestaafd door een extern deskundige verslag, worden afgeboekt tot het beloop van het nog niet afgeschreven gedeelte.

3. AFSCHRIJVINGEN NAAR GOEDDUNKEN VAN DE ONDERNEMING

Indien op grond van een wetsbepaling vaste activa mogen het voorwerp uitmaken van een afschrijving naar goedgevoelen van de onderneming, geschiedt deze afschrijving vanaf het boekjaar waarin deze activa werden verworven of vervaardigd, krachtens een volwaardige overeenkomst, ten belope van hun aanschaffingswaarde.

Indien deze vaste activa het voorwerp kunnen uitmaken van belastingvrije bijkomende afschrijvingen, voor een bedrag dat de aanschaffingswaarde overschrijft, wordt het surplus geboekt onder de passiefrubriek "belastingvrije reserves".

Indien de toepassing van een plan voor versnelde afschrijving met zich brengt dat aanzienlijk vlugger wordt afgeschreven dan economisch verantwoord, worden de vereiste vermeldingen opgenomen in de toelichting.

4. VERRICHTINGEN, BEZITTINGEN EN VERPLICHTINGEN IN VREEMDE VALUTA

De op het einde van het boekjaar bestaande bezittingen en verbintenissen uitgedrukt in vreemde valuta, die zijn geboekt tegen diverse wisselkoersen, worden gewaardeerd tegen de indicatieve koersen die gepubliceerd worden door de Nationale Bank op de datum van de afsluiting van het boekjaar. De onderneming kan evenwel een gemiddelde hanteren van de koersen van de laatste maand van het boekjaar, indien hierdoor een getrouwer beeld wordt gecreëerd.

De indicatieve koers die voor elk devies wordt gehanteerd is de kontante koers, zelfs voor bezittingen of verbintenissen die pas later vervallen. De herwaardering tegen de indicatieve koers geschiedt voor alle monetaire posten, behalve degene die het voorwerp uitmaken van een specifieke dekking.

Indien de overlopende rekeningen voor een bepaald devies:

- slechts negatieve omrekeningsresultaten bevatten, die overeenstemmen met latente verliezen, worden deze ten laste genomen;

Nr.	BE 0681.495.076	MIC 6.5
-----	-----------------	---------

b) slechts positieve omrekeningsresultaten bevatten, die overeenstemmen met latente winsten, worden deze niet in het resultaat opgenomen, doch op de balans behouden;

c) negatieve en positieve omrekeningsresultaten bevatten, worden deze als volgt behandeld:

i) als het globaal eindresultaat negatief is, wordt dit ten laste genomen;

ii) als het globaal eindresultaat positief is, wordt dit niet in het resultaat opgenomen, doch op de balans behouden.

Indien het omrekeningsresultaat voor sommige deviezen positief en voor andere negatief is, vindt hiertussen geen compensatie plaats.

5. FUSIE, SPLITSING EN INBRENG

5.1. FUSIE ZONDER VOORAFGAAND BEZIT VAN AANDELEN VAN DE OVERGENOMEN VENNOOTSCHAP

De verschillende actief- en passiefbestanddelen van de door de onderneming overgenomen vennootschap worden opgenomen in de boekhouding tegen de waarde waarvoor zij in de boekhouding van de overgenomen vennootschap voorkwamen op de datum vanaf dewelke de handelingen van de overgenomen vennootschap boekhoudkundig geacht worden te zijn verricht voor rekening van de overnemende vennootschap.

Indien, rekening houdend met de ruilverhouding en de nominale of fractiewaarde van de als vergoeding toegekende aandelen, het bedrag waarmee het kapitaal van de overnemende vennootschap wordt verhoogd groter is dan het kapitaal van de overgenomen vennootschap, wordt het verschil onttrokken aan de andere bestanddelen van het eigen vermogen van de overgenomen vennootschap, volgens de regels vastgesteld door de algemene vergadering die tot fusie besluit; in het tegenovergestelde geval wordt het verschil geboekt als een uitgiftepremie.

5.2. FUSIE MET VOORAFGAAND BEZIT VAN AANDELEN VAN DE OVERGENOMEN VENNOOTSCHAP

Deze aandelen worden bij de fusie ingetrokken en de verschillende bestanddelen van het eigen vermogen van de overgenomen vennootschap worden slechts in de boekhouding van de overnemende vennootschap opgenomen ten belope van de fractie die overeenstemt met de aandelen van de overgenomen vennootschap die omgewisseld werden tegen aandelen van de overnemende vennootschap. Er wordt rekening gehouden met de ten gevolge van de fusie gewijzigde fiscale kwalificatie van de reserves.

Indien de waarde waarvoor deze aandelen, die niet omgewisseld worden, voorkomen in de boekhouding van de onderneming verschilt van de fractie die zij vertegenwoordigen in het eigen vermogen van de overgenomen vennootschap, wordt dit als volgt behandeld:

a) indien de boekhoudkundige waarde groter is, wordt het verschil onder de rubriek "Goodwill" geboekt, behoudens een eventuele toerekening aan sommige actiefbestanddelen waarvan de waarde groter is dan het bedrag waarvoor zij in de boekhouding van de overgenomen vennootschap voorkwamen. Deze goodwill, waarvan het nut noodzakelijk in de tijd beperkt is, maakt het voorwerp uit van lineaire afschrijvingen over een periode van maximum vijf jaar;

b) indien de boekhoudkundige waarde kleiner is, mag het verschil in de resultatenrekening worden opgenomen; het wordt eventueel toegerekend aan actiefbestanddelen die in de boekhouding van de overgenomen vennootschap overgewaardeerd zijn of aan passiefbestanddelen die ondergewaardeerd zijn.

5.3. SPLITSING

Ingeval van splitsing worden dezelfde regels, mutatis mutandis, toegepast voor iedere verkrijgende vennootschap, op de activa en passiva, rechten en verplichtingen, evenals op het gedeelte van de eigen middelen van de gesplitste vennootschap, die bij elk van hen worden ingebracht.

5.4. INBRENG

Indien een algemeenheid van goederen of een bedrijfstak wordt ingebracht volgens het principe van de fiscale neutraliteit, worden de ingebrachte activa, passiva, rechten en verplichtingen opgenomen in de boekhouding van de verkrijgende vennootschap, tegen de waarde waarvoor zij op het tijdstip van de inbreng in de boekhouding van de inbrengende vennootschap voorkwamen.

6. FILIALEN

De rekeningen van filialen, opgesteld in de munteenheid van het land waar ze gevestigd zijn, worden voor hun integratie in de rekeningen van de zetel omgezet in euro, volgens de monetaire/niet-monetaire methode. Niet-monetaire posten worden geboekt tegen hun aanschaffingswaarde, omgerekend tegen de koers van toepassing op de datum van aanschaffing. Monetaire posten worden omgerekend tegen de sluitingskoers, tenzij zij het voorwerp uitmaken van een specifieke dekkingsverrichting; in dat laatste geval worden zij omgezet tegen de koers van de dekkingsverrichting. Het omrekeningsresultaat wordt verwerkt zoals hierboven vermeld voor de verrichtingen, bezittingen en verplichtingen in vreemde valuta.

Nr.	BE 0681.495.076		MIC 6.6
-----	-----------------	--	---------

ANDERE IN DE TOELICHTING TE VERMELDEN INLICHTINGEN

De zaakvoerder stelt vast dat artikel 96, §1, 6° van het Wetboek van Vennoetschappen van toepassing is en beslist uitdrukkelijk de waardering in het perspectief van de continuïteit te behouden om de volgende redenen: Het betreft het eerste boekjaar van de vennootschap en het betreft dus een opstartverlies. Daarnaast geniet de vennootschap de steun van haar aandeelhouders.

SOCIALE BALANS

Nummers van de paritaire comités die voor de onderneming bevoegd zijn: 100

Werknemers waarvoor de onderneming een DIMONA-verklaring heeft ingediend of die zijn ingeschreven in het algemeen personeelsregister

Tijdens het boekjaar en het vorige boekjaar	Codes	1. Voltijds	2. Deeltijds	3. Totaal (T) of totaal in voltijdse equivalenten (VTE)	3P. Totaal (T) of totaal in voltijdse equivalenten (VTE)
		(boekjaar)	(boekjaar)	(boekjaar)	(vorig boekjaar)
Gemiddeld aantal werknemers	100		0,9	0,4	VTE
Aantal daadwerkelijk gepresteerde uren	101		901	901	T
Personeelskosten	102		30.266	30.266	T

Op de afsluitingsdatum van het boekjaar	Codes	1. Voltijds	2. Deeltijds	3. Totaal in voltijdse equivalenten
Aantal werknemers	105			1 0,6
Volgens de aard van de arbeidsovereenkomst				
Overeenkomst voor een onbepaalde tijd	110			1 0,6
Overeenkomst voor een bepaalde tijd	111			
Overeenkomst voor een duidelijk omschreven werk	112			
Vervangingsovereenkomst	113			
Volgens het geslacht en het studieniveau				
Mannen	120			
lager onderwijs	1200			
secundair onderwijs	1201			
hoger niet-universitair onderwijs	1202			
universitair onderwijs	1203			
Vrouwen	121			1 0,6
lager onderwijs	1210			
secundair onderwijs	1211			1 0,6
hoger niet-universitair onderwijs	1212			
universitair onderwijs	1213			
Volgens de beroepscategorie				
Directiepersoneel	130			
Bedienden	134			1 0,6
Arbeiders	132			
Andere	133			

Tabel van het personeelsverloop tijdens het boekjaar

Codes	1. Voltijds	2. Deeltijds	3. Totaal in voltijdse equivalenten
Ingetreden Aantal werknemers waarvoor de onderneming tijdens het boekjaar een DIMONA-verklaring heeft ingediend of die tijdens het boekjaar werden ingeschreven in het algemeen personeelsregister	205	1	0,3
Uitgetreden Aantal werknemers met een in de DIMONA-verklaring aangegeven of een in het algemeen personeelsregister opgetekende datum waarop hun overeenkomst tijdens het boekjaar een einde nam	305		

Inlichtingen over de opleidingen voor de werknemers tijdens het boekjaar

	Codes	Mannen	Codes	Vrouwen
Totaal van de formele voortgezette beroepsopleidingsinitiatieven ten laste van de werkgever				
Aantal betrokken werknemers	5801		5811	
Aantal gevolgde opleidingsuren	5802		5812	
Nettokosten voor de onderneming	5803		5813	
waarvan brutokosten rechtstreeks verbonden met de opleiding	58031		58131	
waarvan betaalde bijdragen en stortingen aan collectieve fondsen	58032		58132	
waarvan ontvangen tegemoetkomingen (in mindering)	58033		58133	
Totaal van de minder formele en informele voortgezette beroepsopleidingsinitiatieven ten laste van de werkgever				
Aantal betrokken werknemers	5821		5831	
Aantal gevolgde opleidingsuren	5822		5832	
Nettokosten voor de onderneming	5823		5833	
Totaal van de initiële beroepsopleidingsinitiatieven ten laste van de werkgever				
Aantal betrokken werknemers	5841		5851	
Aantal gevolgde opleidingsuren	5842		5852	
Nettokosten voor de onderneming	5843		5853	

70	10/07/2020	BE 0681.495.076	14	EUR		
NAT.	Datum neerlegging	Nr.	Blz.	D.	20289.00547	MIC 1

**JAARREKENING EN ANDERE OVEREENKOMSTIG
HET WETBOEK VAN VENNOOTSCHAPPEN
NEER TE LEGGEN DOCUMENTEN**

IDENTIFICATIEGEGEVENS (op datum van de neerlegging)

Naam: **Odyn**
 Rechtsvorm: Besloten vennootschap
 Adres: Kempische steenweg Nr: 303 Bus: 9
 Postnummer: 3500 Gemeente: Hasselt
 Land: België
 Rechtspersonenregister (RPR) - Ondernemingsrechtbank van: Antwerpen, afdeling Hasselt
 Internetadres:

Ondernemingsnummer BE 0681.495.076

Datum van de neerlegging van de oprichtingsakte OF van het recentste stuk dat de datum van bekendmaking van de oprichtingsakte en van de akte tot statutenwijziging vermeldt. 30-04-2018

JAARREKENING IN EURO goedgekeurd door de algemene vergadering van 15-06-2020

met betrekking tot het boekjaar dat de periode dekt van 01-01-2019 tot 31-12-2019

Vorig boekjaar van 15-09-2017 tot 31-12-2018

De bedragen van het vorige boekjaar zijn identiek met die welke eerder openbaar werden gemaakt.

Nummers van de secties van het standaardmodel die niet werden neergelegd omdat ze niet dienstig zijn:

MIC 6.1.3, MIC 6.2, MIC 6.3, MIC 6.4, MIC 6.6, MIC 7.1, MIC 7.2, MIC 8, MIC 9, MIC 10, MIC 12, MIC 13, MIC 14, MIC 15, MIC 16, MIC 17, MIC 18

Nr.	BE 0681.495.076		MIC 2.1
-----	-----------------	--	---------

**LIJST VAN DE BESTUURDERS, ZAAKVOERDERS EN
COMMISSARISSSEN EN VERKLARING BETREFFENDE EEN
AANVULLENDE OPDRACHT VOOR NAZICHT OF CORRECTIE**

LIJST VAN DE BESTUURDERS, ZAAKVOERDERS EN COMMISSARISSSEN

VOLLEDIGE LIJST met naam, voornamen, beroep, woonplaats (adres, nummer, postnummer en gemeente) en functie in de onderneming

MARTENS Eric

Leterweg 55
3740 Bilzen
BELGIE

Begin van het mandaat: 15-06-2020

Bestuurder

FINSAFE BV

BE 0849.240.839
Dorpsstraat 26/2
3500 Hasselt
BELGIE

Einde van het mandaat: 15-06-2020

Bestuurder

Direct of indirect vertegenwoordigd door:

CROONENBORGHES Ben

Dorpsstraat 26/2
3500 Hasselt
BELGIE

Nr.	BE 0681.495.076		MIC 2.2
-----	-----------------	--	---------

VERKLARING BETREFFENDE EEN AANVULLENDE OPDRACHT VOOR NAZICHT OF CORRECTIE

Het bestuursorgaan verklaart dat geen enkele opdracht voor nazicht of correctie werd gegeven aan iemand die daar wettelijk niet toe gemachtigd is met toepassing van de artikelen 34 en 37 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen.

De jaarrekening werd geverifieerd of gecorrigeerd door een externe accountant of door een bedrijfsrevisor die niet de commissaris is.

In bevestigend geval, moeten hierna worden vermeld: naam, voornamen, beroep en woonplaats van elke externe accountant of bedrijfsrevisor en zijn lidmaatschapsnummer bij zijn Instituut, evenals de aard van zijn opdracht:

- A. Het voeren van de boekhouding van de onderneming*,
- B. Het opstellen van de jaarrekening*,
- C. Het verifiëren van de jaarrekening en/of
- D. Het corrigeren van de jaarrekening.

Indien taken bedoeld onder A. of onder B. uitgevoerd zijn door erkende boekhouders of door erkende boekhouders-fiscalisten, kunnen hierna worden vermeld: naam, voornamen, beroep en woonplaats van elke erkende boekhouder of erkende boekhouder-fiscalist en zijn lidmaatschapsnummer bij het Beroepsinstituut van erkende Boekhouders en Fiscalisten, evenals de aard van zijn opdracht.

JAARREKENING

BALANS NA WINSTVERDELING

	Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
ACTIVA				
OPRICHTINGSKOSTEN		20		
VASTE ACTIVA		21/28	<u>573.291</u>	<u>386.835</u>
Immateriële vaste activa	6.1.1	21	573.291	385.588
Materiële vaste activa	6.1.2	22/27		1.248
Terreinen en gebouwen		22		
Installaties, machines en uitrusting		23		
Meubilair en rollend materieel		24		1.248
Leasing en soortgelijke rechten		25		
Overige materiële vaste activa		26		
Activa in aanbouw en vooruitbetalingen		27		
Financiële vaste activa	6.1.3	28		
VLOTTENDE ACTIVA		29/58	<u>20.464</u>	<u>91.188</u>
Vorderingen op meer dan één jaar		29		
Handelsvorderingen		290		
Overige vorderingen		291		
Voorraden en bestellingen in uitvoering		3		
Voorraden		30/36		
Bestellingen in uitvoering		37		
Vorderingen op ten hoogste één jaar		40/41	11.978	61.314
Handelsvorderingen		40	3.036	43.560
Overige vorderingen		41	8.941	17.754
Geldbeleggingen		50/53		
Liquide middelen		54/58	8.360	29.762
Overlopende rekeningen		490/1	127	112
TOTAAL VAN DE ACTIVA		20/58	593.755	478.023

Nr.	BE 0681.495.076	MIC 3.2
-----	-----------------	---------

Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
PASSIVA			
EIGEN VERMOGEN			
	10/15	170.041	206.299
Kapitaal	10	300.000	300.000
Geplaatst kapitaal	100	300.000	300.000
Niet-opgevraagd kapitaal	101		
Uitgiftepremies	11		
Herwaarderingsmeerwaarden	12		
Reserves	13		
Wettelijke reserve	130		
Onbeschikbare reserves	131		
Voor eigen aandelen	1310		
Andere	1311		
Belastingvrije reserves	132		
Beschikbare reserves	133		
Overgedragen winst (verlies) (+)/(-)	14	-129.959	-93.701
Kapitaalsubsidies	15		
Voorschot aan de vennoten op de verdeling van het netto-actief	19		
VOORZIENINGEN EN UITGESTELDE BELASTINGEN			
Voorzieningen voor risico's en kosten	160/5		
Pensioenen en soortgelijke verplichtingen	160		
Fiscale lasten	161		
Grote herstellings- en onderhoudswerken	162		
Milieuverplichtingen	163		
Overige risico's en kosten	164/5		
Uitgestelde belastingen	168		
SCHULDEN			
Schulden op meer dan één jaar	17	305.000	138.000
Financiële schulden	170/4	305.000	138.000
Kredietinstellingen, leasingschulden en soortgelijke schulden	172/3		
Overige leningen	174/0	305.000	138.000
Handelsschulden	175		
Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen	176		
Overige schulden	178/9		
Schulden op ten hoogste één jaar	42/48	116.167	133.724
Schulden op meer dan één jaar die binnen het jaar vervallen	42		
Financiële schulden	43		407
Kredietinstellingen	430/8		407
Overige leningen	439		
Handelsschulden	44	50.047	57.876
Leveranciers	440/4	50.047	57.876
Te betalen wissels	441		
Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen	46		
Schulden met betrekking tot belastingen, bezoldigingen en sociale lasten	45		9.313
Belastingen	450/3		1.292
Bezoldigingen en sociale lasten	454/9		8.020
Overige schulden	47/48	66.120	66.128
Overlopende rekeningen	492/3	2.547	
TOTAAL VAN DE PASSIVA	10/49	593.755	478.023

RESULTATENREKENING

Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
Bedrijfsopbrengsten en bedrijfskosten			
Brutomarge (+)/(-)	9900	-30.608	-57.716
Waarvan: niet-recurrente bedrijfsopbrengsten	76A		
Omzet	70		
Handelsgoederen, grond- en hulpstoffen, diensten en diverse goederen	60/61		
Bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen (+)/(-)	62	4.211	30.266
Afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, op immateriële en materiële vaste activa	630		332
Waardeverminderingen op voorraden, op bestellingen in uitvoering en op handelsvorderingen: toevoegingen (terugnemingen) (+)/(-)	631/4		
Voorzieningen voor risico's en kosten: toevoegingen (bestedingen en terugnemingen) (+)/(-)	635/8		
Andere bedrijfskosten	640/8	804	2.381
Als herstructureringskosten geactiveerde bedrijfskosten (-)	649		
Niet-recurrente bedrijfskosten	66A	308	
Bedrijfswinst (Bedrijfsverlies) (+)/(-)	9901	-35.931	-90.695
Financiële opbrengsten	75/76B	1	0
Recurrente financiële opbrengsten	75	1	0
Waarvan: kapitaal- en interestsubsidies	753		
Niet-recurrente financiële opbrengsten	76B		
Financiële kosten	65/66B	328	3.006
Recurrente financiële kosten	65	328	3.006
Niet-recurrente financiële kosten	66B		
Winst (Verlies) van het boekjaar vóór belasting (+)/(-)	9903	-36.258	-93.701
Onttrekking aan de uitgestelde belastingen	780		
Overboeking naar de uitgestelde belastingen	680		
Belastingen op het resultaat (+)/(-)	67/77		
Winst (Verlies) van het boekjaar (+)/(-)	9904	-36.258	-93.701
Onttrekking aan de belastingvrije reserves	789		
Overboeking naar de belastingvrije reserves	689		
Te bestemmen winst (verlies) van het boekjaar (+)/(-)	9905	-36.258	-93.701

Nr.	BE 0681.495.076	MIC 5
-----	-----------------	-------

RESULTAATVERWERKING

		Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
Te bestemmen winst (verlies)	(+)/(-)	9906	-129.959	-93.701
Te bestemmen winst (verlies) van het boekjaar	(+)/(-)	9905	-36.258	-93.701
Overgedragen winst (verlies) van het vorige boekjaar	(+)/(-)	14P	-93.701	
Onttrekking aan het eigen vermogen		791/2		
Toevoeging aan het eigen vermogen		691/2		
aan het kapitaal en aan de uitgiftepremies		691		
aan de wettelijke reserve		6920		
aan de overige reserves		6921		
Over te dragen winst (verlies)	(+)/(-)	14	-129.959	-93.701
Tussenkost van de vennoten in het verlies		794		
Uit te keren winst		694/7		
Vergoeding van het kapitaal		694		
Bestuurders of zaakvoerders		695		
Werknemers		696		
Andere rechthebbenden		697		

Nr.	BE 0681.495.076	MIC 6.1.1
-----	-----------------	-----------

TOELICHTING
STAAT VAN DE VASTE ACTIVA

IMMATERIËLE VASTE ACTIVA

Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

Aanschaffingen, met inbegrip van de geproduceerde vaste activa

Overdrachten en buitengebruikstellingen

Overboekingen van een post naar een andere (+)/(-)

Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar

Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

Geboekt

Teruggenomen

Verworven van derden

Afgeboekt na overdrachten en buitengebruikstellingen

Overgeboekt van een post naar een andere (+)/(-)

Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar

NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
8059P	XXXXXXXXXX	385.588
8029	187.703	
8039		
8049		
8059	573.291	
8129P	XXXXXXXXXX	
8079		
8089		
8099		
8109		
8119		
8129		
21	573.291	

Nr.	BE 0681.495.076	MIC 6.1.2
-----	-----------------	-----------

	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
MATERIËLE VASTE ACTIVA			
Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar	8199P	XXXXXXXXXXXX	1.580
Mutaties tijdens het boekjaar			
Aanschaffingen, met inbegrip van de geproduceerde vaste activa	8169		
Overdrachten en buitengebruikstellingen	8179	1.580	
Overboekingen van een post naar een andere (+)/(-)	8189		
Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar	8199		
Meerwaarden per einde van het boekjaar	8259P	XXXXXXXXXXXX	
Mutaties tijdens het boekjaar			
Geboekt	8219		
Verworven van derden	8229		
Afgeboekt	8239		
Overgeboekt van een post naar een andere (+)/(-)	8249		
Meerwaarden per einde van het boekjaar	8259		
Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar	8329P	XXXXXXXXXXXX	332
Mutaties tijdens het boekjaar			
Geboekt	8279		
Teruggenomen	8289		
Verworven van derden	8299		
Afgeboekt na overdrachten en buitengebruikstellingen	8309	332	
Overgeboekt van een post naar een andere (+)/(-)	8319		
Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar	8329		
NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR	22/27		

WAARDERINGSREGELS

SAMENVATTING VAN DE WAARDERINGSREGELS

I. Beginsel

De waarderingsregels worden vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen.

Ten behoeve van het getrouwe beeld wordt in de volgende uitzonderingsgevallen afgeweken van de bij dit besluit bepaalde waarderingsregels :

Deze afwijkingen worden als volgt verantwoord :

Deze afwijkingen beïnvloeden als volgt het vermogen, de financiële positie en het resultaat vóór belasting van de onderneming

De waarderingsregels werden ten opzichte van het vorige boekjaar qua verwoording of toepassing [xxxxxxxx] [niet gewijzigd]; zo ja, dan heeft de wijziging betrekking op :
en heeft een [positieve] [negatieve] invloed op het resultaat van het boekjaar vóór belasting ten belope van EUR.

De resultatenrekening [xxxxxx] [wordt niet] op belangrijke wijze beïnvloed door opbrengsten en kosten die aan een vorig boekjaar moeten worden toegerekend; zo ja, dan hebben deze betrekking op :

De cijfers van het boekjaar zijn niet vergelijkbaar met die van het vorige boekjaar en wel om de volgende reden :

[Voor de vergelijkbaarheid worden de cijfers van het vorige boekjaar op de volgende punten aangepast] [Voor de vergelijking van de jaarrekeningen van beide boekjaren moet met volgende elementen rekening worden gehouden]

Bij gebrek aan objectieve beoordelingscriteria is de waardering van de voorzienbare risico's, mogelijke verliezen en ontwaardingen waarvan hierna sprake, onvermijdelijk aleatoir :

Andere inlichtingen die noodzakelijk zijn opdat de jaarrekening een getrouw beeld zou geven van het vermogen, de financiële positie en het resultaat van de onderneming :

Uit de jaarrekening per 31.12.2019 blijkt een verlies van het boekjaar waardoor artikel 3:6, 61, 60 WVV van toepassing is.

Aangezien de vennootschap zich niet in liquiditeitsproblemen bevindt, er geen achterstallen zijn, en de toekomstperspectieven gunstig zijn, concluderen de bestuurders dat de continuïteit van de vennootschap gewaarborgd is.

II. Bijzondere regels

De oprichtingskosten :

De oprichtingskosten worden onmiddellijk ten laste genomen, behoudens volgende kosten die worden geactiveerd :

Herstructureringskosten :

Herstructureringskosten werden [geactiveerd] [niet geactiveerd] in de loop van het boekjaar; zo ja, dan wordt dit als volgt verantwoord :

Immateriële vaste activa :

Het bedrag aan immateriële vaste activa omvat voor 573290,52 EUR kosten van onderzoek en ontwikkeling. De afschrijvings-termijn voor deze kosten en voor de goodwill belooft [meer] [niet meer] dan 5 jaar; indien meer dan 5 jaar wordt deze termijn als verantwoord :

Materiële vaste activa :

In de loop van het boekjaar [werden] [werden geen] materiële vaste activa geherwaardeerd; zo ja, dan wordt deze herwaardering als volgt verantwoord :

Afschrijvingen geboekt tijdens het boekjaar :

Activa	Methode	Basis	Afschrijvingspercentages	
			Hoofdsom	Bijkomende kosten
	L (lineaire)	NG (niet-)	Min. - Max.	Min. - Max.
	D (degressieve)	geherwaardeerde)		
	A (andere)	G (geherwaardeerde)		
+ 1. Oprichtingskosten	+	+	+	+
+ 2. Immateriële vaste activa	+	+	+	+
+ 3. Industriële, administratieve of + commerciële gebouwen *	+	+	+	+
+ 4. Installaties, machines en uitrustingen *	+	+	+	+
+ 5. Rollend materieel *	+	+	+	+
+ 6. Kantoor materiaal en meubilair * +	+	+	+	+
+ 7. Andere materiële vaste activa * .+	+	+	+	+

* Met inbegrip van de in leasing gehouden activa; deze worden in voorkomend geval op een afzonderlijke lijn vermeld.

Overschot aan toegepaste, fiscaal aftrekbare, versnelde afschrijvingen ten opzichte van de economisch verantwoorde afschrijvingen :

- bedrag voor het boekjaar : EUR.

- gecumuleerd bedrag voor de vaste activa verworven vanaf het boekjaar dat na 31 december 1983 begint : EUR.

Financiële vaste activa :

In de loop van het boekjaar [werden] [werden geen] deelnemingen geherwaardeerd; zo ja, dan wordt deze herwaardering als volgt verantwoord :

Voorraden :

Voorraden worden gewaardeerd tegen de aanschaffingswaarde berekend volgens de (te vermelden) methode van de gewogen gemiddelde prijzen, Fifo, Lifo, individualisering van de prijs van elk bestanddeel of tegen de lagere marktwaarde :

1. Grond- en hulpstoffen :
2. Goederen in bewerking - gereed product :
3. Handelsgoederen :
4. Onroerende goederen bestemd voor verkoop :

Producten :

- De vervaardigingsprijs van de producten [omvat] [omvat niet] de onrechtstreekse productiekosten.

- De vervaardigingsprijs van de producten waarvan de productie meer dan één jaar beslaat, [omvat] [omvat geen] financiële kosten

Nr.	BE 0681.495.076	MIC 6.5
-----	-----------------	---------

verbonden aan de kapitalen ontleend om de productie ervan te financieren.

Bij het einde van het boekjaar bedraagt de marktwaarde van de totale voorraden ongeveer % meer dan hun boekwaarde.
(deze inlichting is slechts vereist zo het verschil belangrijk is).

Bestellingen in uitvoering :

Bestellingen in uitvoering worden geherwaardeerd [tegen vervaardigingsprijs] [tegen vervaardigingsprijs, verhoogd met een gedeelte van het resultaat naar gelang van de vordering der werken].

Schulden :

De passiva [bevatten] [xxxxxxxxxxxxx] schulden op lange termijn, zonder rente of met een abnormale lage rente; zo ja, dan wordt op deze schulden [xxx] [geen] disconto toegepast dat wordt geactiveerd.

Vreemde valuta :

De omrekening in EUR van tegoeden, schulden en verbintenissen in vreemde valuta gebeurt op volgende grondslagen :

De resultaten uit de omrekening van de vreemde valuta zijn als volgt in de jaarrekening verwerkt :

Leasingovereenkomsten :

Wat de niet-geactiveerde gebruiksrechten uit leasingovereenkomsten betreft (artikel 102, §1 van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen.), beliepen de vergoedingen en huurgelden die betrekking hebben op het boekjaar voor leasing van onroerende goederen : EUR.

Nr.	BE 0681.495.076	MIC 11
-----	-----------------	--------

SOCIALE BALANS

Nummers van de paritaire comités die voor de onderneming bevoegd zijn: 100 200

Werknemers waarvoor de onderneming een DIMONA-verklaring heeft ingediend of die zijn ingeschreven in het algemeen personeelsregister

Tijdens het boekjaar en het vorige boekjaar	Codes	1. Voltijds	2. Deeltijds	3. Totaal (T) of totaal in voltijdse equivalenten (VTE)	3P. Totaal (T) of totaal in voltijdse equivalenten (VTE)		
		(boekjaar)	(boekjaar)	(boekjaar)	(vorig boekjaar)		
Gemiddeld aantal werknemers	100				VTE	0,4	VTE
Aantal daadwerkelijk gepresteerde uren	101				T	901	T
Personeelskosten	102				T	30.266	T

Op de afsluitingsdatum van het boekjaar	Codes	1. Voltijds	2. Deeltijds	3. Totaal in voltijdse equivalenten
Aantal werknemers	105			
Volgens de aard van de arbeidsovereenkomst				
Overeenkomst voor een onbepaalde tijd	110			
Overeenkomst voor een bepaalde tijd	111			
Overeenkomst voor een duidelijk omschreven werk	112			
Vervangingsovereenkomst	113			
Volgens het geslacht en het studieniveau				
Mannen	120			
lager onderwijs	1200			
secundair onderwijs	1201			
hoger niet-universitair onderwijs	1202			
universitair onderwijs	1203			
Vrouwen	121			
lager onderwijs	1210			
secundair onderwijs	1211			
hoger niet-universitair onderwijs	1212			
universitair onderwijs	1213			
Volgens de beroepscategorie				
Directiepersoneel	130			
Bedienden	134			
Arbeiders	132			
Andere	133			

Tabel van het personeelsverloop tijdens het boekjaar

Ingetreden

Aantal werknemers waarvoor de onderneming tijdens het boekjaar een DIMONA-verklaring heeft ingediend of die tijdens het boekjaar werden ingeschreven in het algemeen personeelsregister

Uitgetreden

Aantal werknemers met een in de DIMONA-verklaring aangegeven of een in het algemeen personeelsregister opgetekende datum waarop hun overeenkomst tijdens het boekjaar een einde nam

Codes	1. Voltijds	2. Deeltijds	3. Totaal in voltijdse equivalenten
205			
305			

Inlichtingen over de opleidingen voor de werknemers tijdens het boekjaar

Totaal van de formele voortgezette beroepsopleidingsinitiatieven ten laste van de werkgever

Aantal betrokken werknemers
Aantal gevolgde opleidingsuren
Nettokosten voor de onderneming
 waarvan brutokosten rechtstreeks verbonden met de opleiding
 waarvan betaalde bijdragen en stortingen aan collectieve fondsen
 waarvan ontvangen tegemoetkomingen (in mindering)

Totaal van de minder formele en informele voortgezette beroepsopleidingsinitiatieven ten laste van de werkgever

Aantal betrokken werknemers
Aantal gevolgde opleidingsuren
Nettokosten voor de onderneming

Totaal van de initiële beroepsopleidingsinitiatieven ten laste van de werkgever

Aantal betrokken werknemers
Aantal gevolgde opleidingsuren
Nettokosten voor de onderneming

Codes	Mannen	Codes	Vrouwen
5801		5811	
5802		5812	
5803		5813	
58031		58131	
58032		58132	
58033		58133	
5821		5831	
5822		5832	
5823		5833	
5841		5851	
5842		5852	
5843		5853	